

Biblioteka
Główna
UMK Toruń

1197127

RE

COMPLICE ET CONSEILLER

DU PARTAGE

DE LA POLOGNE

d'après sa propre correspondance;

où l'on voit quel rôle jouèrent dans cette question

LA POLITIQUE, LA PHILOSOPHIE ET L'ÉGLISE,

PAR M. ROMAIN-CORNUT.

La démoralisation du droit européen remonte au premier partage de la Pologne.

(*Journal des Débats*, du 20 nov. 1846.)

On dit, Sire, que c'est vous qui avez imaginé le partage de la Pologne; et je le crois, parce qu'il n'y a là du génie.

(*Lett. de Voltaire à Frédéric*, 18 nov. 1771.)

DEUXIÈME ÉDITION,

AUGMENTÉE D'UNE CINQUIÈME PARTIE SUR L'INTERVENTION DU SAINT-SIÈGE.

PRIX : 40 CENTIMES.

PARIS,

JACQUES LECOFFRE et C^{ie},

Rue du Vieux-Colombier, 20.

DENTU, LIBRAIRE,

Palais-Royal, galerie d'Orléans

2017

THE UNIVERSITY OF CHICAGO

OF CHICAGO

DEPARTMENT OF POLIOLOGY

Office of George C. ...

...

...

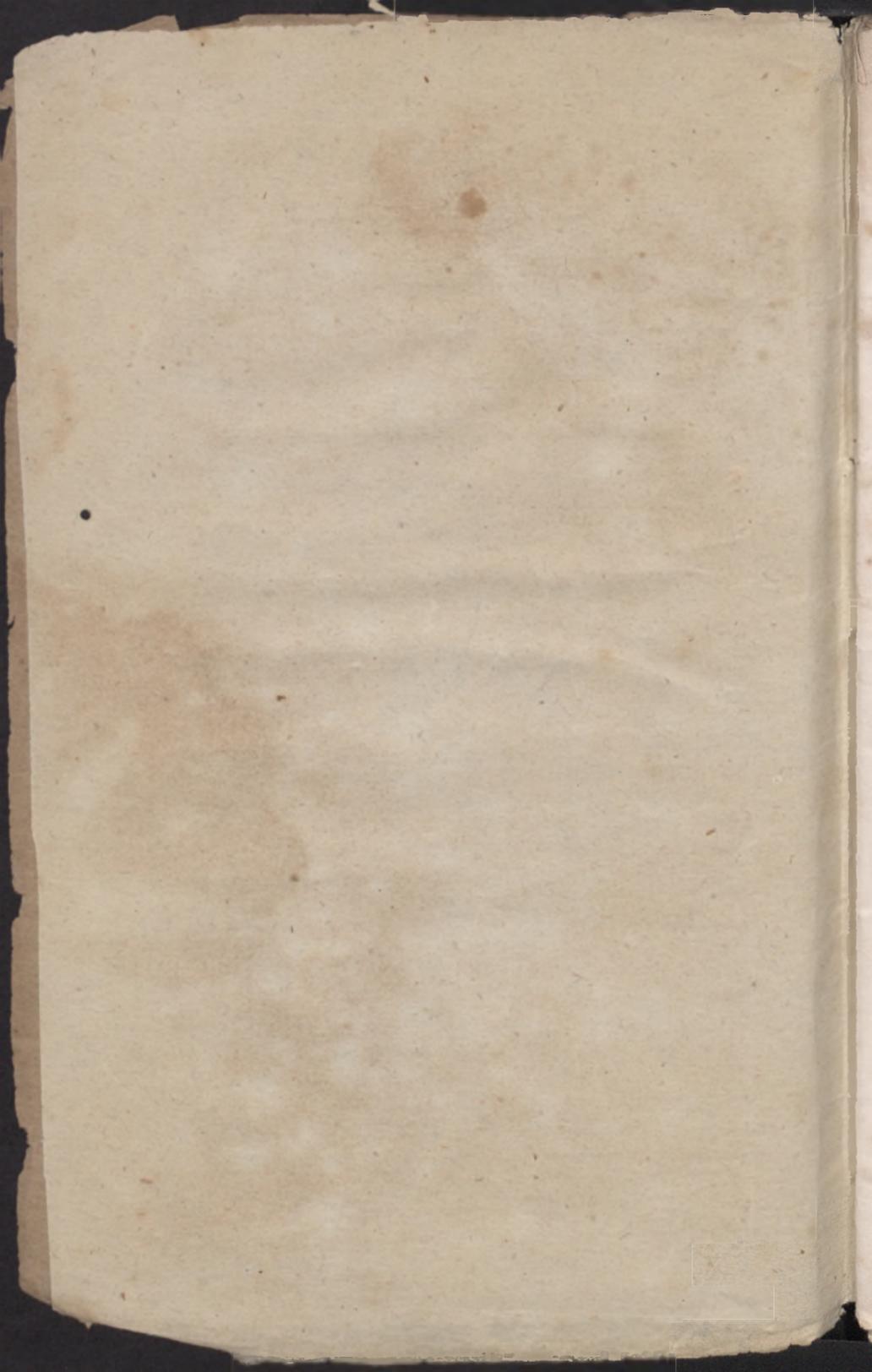
YOM LAIRE

DE LA POLOGNE

PAR M. DE LAUNAY

PARIS

1784



1317524

VOLTAIRE

COMPLICE ET CONSEILLER

DU PARTAGE

DE LA POLOGNE

d'après sa propre correspondance;

où l'on voit quel rôle jouèrent dans cette question

LA POLITIQUE, LA PHILOSOPHIE ET L'ÉGLISE,

PAR M. ROMAIN-CORNUT.

La démoralisation du droit européen remonte au premier partage de la Pologne.
(*Journal des Débats*, du 20 nov. 1846.)

On dit, Sire, que c'est vous qui avez imaginé le partage de la Pologne; et je le crois, parce qu'il y a là du génie.
(*Lett. de Voltaire à Frédéric*, 18 nov. 1771.)

DEUXIÈME ÉDITION,

AUGMENTÉE D'UNE CINQUIÈME PARTIE SUR L'INTERVENTION DU SAINT-SIÈGE.



PARIS,

JACQUES LECOFFRE et C^{ie},
Rue du Vieux-Colombier, 29.

DENTU, LIBRAIRE,
Palais-Royal, galerie d'Orléans.

1846

VOLTARE
COMPLICE ET CONSEILLER
DU KATZBACH
DE LA POLOGNE

PARIS. — IMPRIMERIE D'A. SIROU ET DESQUERS,
Rue des Noyers, 37.



1187127

Dz 70/14

L'attentat suprême qui vient d'anéantir le dernier vestige de la Pologne, le soulèvement général de l'opinion publique contre cet insolent mépris de tous les traités, les conséquences difficiles à prévoir de cette scission subite entre l'Europe du nord et l'Europe de l'occident, la préoccupation universelle des esprits, la crainte des uns, l'espérance des autres : tout rappelle de nouveau l'attention publique sur cette grande question Polonoise, qu'on croit toujours finie, et qui renaît toujours, invincible comme la justice, impitoyable comme le remords. Voici, enfin, le dénouement de ce drame honteux et héroïque qui se joue, depuis quatre-vingts ans, sur la scène politique de l'Europe. Maintenant que la pièce semble finie, et que le rideau fatal est tombé pour cacher le dernier rôle de la victime, les empiriques du monde politique se prennent à réfléchir sur les causes et les effets. Il est bien temps de s'apercevoir que « la démoralisation du droit européen remonte au premier partage de la Pologne » (1); et ce sera, sans doute, un grand soulagement pour cette nation malheureuse, d'apprendre comment elle a péri par des violences successives, dont la première a déjà date ancienne.

Mais ce qui sera, nous l'espérons, plus utile et plus instructif, ce qui aura son intérêt actuel et son enseignement pour l'avenir, ce sera de rechercher quels sont les hommes et les principes qui doivent porter devant l'histoire la responsabilité de cette profonde perturbation morale, qui a agité l'Europe pendant cent ans, et dont elle ne sera pas remise dans cent ans encore. Et puisque « il y a au fond de cette affaire une grave question de liberté, d'honneur, d'humanité et de civilisation (1), » il faut savoir qui est-ce qui a failli dans la France du xviii^e siècle, contre la liberté, contre l'honneur, contre l'humanité et la civilisation. Le dernier soulèvement de la Pologne, qui a eu des suites si funestes, m'inspira la pensée de cette étude, dont je donne aujourd'hui une seconde édition réclamée depuis longtemps; les circonstances présentes ont semblé m'en faire un devoir, et je suis heureux de le remplir.

Je veux donc rappeler comment s'est accompli, dans le siècle

¹ *Journal des Débats*, du 20 novembre 1846.

² *Ibid.*

précédent, le premier attentat contre l'indépendance de la nation Polonoise et contre l'intégrité de son territoire ; comment ce grand crime fut accueilli et jugé par l'Europe d'alors, et de quelle manière les philosophes du temps, représentants de l'opinion publique, y intervinrent.

Tout le monde sait que Voltaire entretenait une correspondance active avec les deux grands potentats du Nord, Frédéric de Prusse et Catherine de Russie, qui opérèrent, de concert avec l'Autriche, le premier démembrement de cette nation héroïque. Les guerres de la Pologne et le partage qui en fut la suite, occupent la plus grande place dans cette correspondance, pendant les années 1770 et 1771, où le complot fut tramé secrètement entre les trois puissances, et surtout pendant toute l'année 1772, qui vit s'accomplir enfin cette spoliation inique devant l'Europe silencieuse.

Je me propose de mettre ici, sous les yeux du lecteur, quelques extraits des lettres écrites, dans cet intervalle, par les trois personnages célèbres que je viens de nommer. On verra comment on entendait, au XVIII^e siècle, la justice et le droit des gens, et comment la philosophie, qui avait pris alors l'humanité sous son patronage, s'acquittait de sa mission.

Quand un homme comme M. Victor Hugo, qui prétend avoir seul le droit de connaître Voltaire, a pu s'étonner d'une oppression si barbare dans le siècle où ce philosophe *prêchait la tolérance* ; quand une assemblée comme la Chambre des Pairs a pu entendre elle-même sans surprise l'étonnement de M. Victor Hugo, il m'est permis de penser, peut-être, que ce petit écrit apprendra quelque chose de nouveau à bien des gens.

J'ai ajouté à mon premier travail une cinquième partie, concernant l'intervention du Saint-Siège dans cette première lutte de l'indépendance polonoise. On verra quel rôle jouèrent dans cette question, la Politique, la Philosophie et l'Église ; ce parallèle ne manquera, peut-être, ni d'utilité, ni d'à-propos. Lorsque la Philosophie et la Politique parlent si haut de leur esprit de libéralisme et de nationalité, et qu'elles accusent l'Église d'y rester étrangère, il est bon de demander à l'histoire ce qu'il faut penser de ces prétentions et de ces reproches.

Ce n'est point une œuvre d'art littéraire que je donne à la publicité ; c'est un œuvre du moment, faite plutôt qu'écrite. Qu'importe l'art, quand l'humanité crie et que la conscience commande ? J'offre ce petit livre aux enfants fidèles de la Pologne, comme une espérance de mon cœur, que je prie Dieu de bénir.

I.

**HISTOIRE POLITIQUE DU PREMIER PARTAGE DE LA
POLOGNE.**

L'histoire de la Pologne est unique : nul peuple n'a brillé d'un plus grand éclat, et nul n'est tombé d'une chute si rapide. Sous la sage et vaillante race des Jagellons, pendant près de trois cents ans, jusque vers la fin du xvi^e siècle, nous voyons cette reine brillante du Nord étendant son empire de l'Oder au Borysthène, de la Bessarabie à la mer Baltique ; tranquille au dedans, respectée et puissante au dehors ; glorieuse par les armes, prospère par les lois ; illustre par une foule de grands rois et de grands capitaines, vieille déjà par la gloire, jeune par la force, et paraissant porter dans ses flancs vigoureux l'espérance de longues destinées.

Et tout à coup se voit une grand ruine, sur le sol où florissait une nationalité si puissante. La Pologne vers le milieu du xvii^e siècle, est comme une ville démantelée, livrée sans défense aux attentats impunis des peuples voisins, qui déjà songent à se la partager.

Il faut convenir, sans doute, avec les publicistes qui se sont occupés de cette question, que la cause première du mal qui travaillait la Pologne, était dans sa constitution même. Le gouvernement, monarchique dans le principe, avait été transformé en une république présidée par un roi. La couronne était élective, et chaque élection nouvelle devenait une source de brigues et de cabales, qui entraînaient à leur suite des divisions funestes. Tout noble, dans cette monarchie de républicains, pouvant prétendre au trône, la jalousie des familles puissantes faisait ordinairement tomber le choix sur un prince étranger. La Pologne fut ainsi soumise aux influences du dehors. Depuis longtemps déjà, ce

n'était plus le libre suffrage des Polonais qui décernait la couronne ; comme on le vit dans la nomination du prince de Conti , en concurrence avec l'électeur de Saxe , Auguste. Ce dernier n'ayant pu obtenir la majorité des suffrages, soutint ses prétentions par les armes, fit casser l'élection du prince français, et fut roi. Quelques années après, Charles XII déposséda Auguste, pour mettre à sa place Stanislas Leckzinski. Lorsque la fortune eut abandonné Charles XII, à la bataille de Pultawa, Auguste fut remis sur le trône par Pierre-le-Grand. Et chaque fois, la diète opprimée donna sa sanction dérisoire aux volontés du vainqueur. Après la mort d'Auguste, le vœu général rappelait Stanislas Leckzinski, alors beau-père de Louis XV. Mais une armée russe entra en Pologne, et fit élire à sa place le fils du dernier roi.

Ces choix malheureux et l'état d'humiliation où leur patrie était réduite, avaient éclairé les Polonais sur le vice de leurs institutions. Ils sentaient le besoin urgent d'une réforme, la nécessité de constituer une monarchie héréditaire, et d'abolir l'absurde privilège du *liberum veto*, qui donnait à chaque député le droit d'annuler, seul, les délibérations de la diète. La sagesse et le patriotisme de tous se trouvaient ainsi livrés à la folie ou à la trahison d'un seul. Comment cette réforme, qu'on ne peut dire sage, tant elle était nécessaire, ne fut-elle point opérée? D'où vinrent les obstacles? Ici commence l'histoire de la coalition prusso-russe, qui doit amener, dans un temps prochain, la ruine de ce malheureux pays.

La puissance de la Russie était déjà devenue prépondérante dans le Nord. Catherine II, digne à tant d'égards des éloges et de l'admiration de Voltaire, occupait le trône des czars. Ambitieuse, avide de gloire et de conquêtes, elle ne pensait à rien moins qu'à réaliser les deux rêves de Pierre le Grand : le siège de l'empire à Constantinople, et l'invasion de la Pologne. Frédéric II, grand capitaine, grand politique, esprit singulier, régnait en Prusse. Au lieu de s'opposer aux desseins évidents de la Russie sur la Pologne, il trouva plus politique de s'y associer, et de prendre sa part des dépouilles. De son côté, Catherine, pensant que ses projets seraient contrariés par l'Autriche et la France, avait besoin de s'assurer le concours de Frédéric. Unis déjà par une admiration réciproque et par une certaine conformité de mœurs et de principes, rapprochés plus encore par l'intérêt de leur politique, les deux monarques philosophes firent un traité d'alliance offensive et défensive, qui leur donnait la haute main sur les affaires de l'Europe. L'article secret, que nous allons citer, fera

connaître le but réel de cette alliance : c'est le prélude du démembrement de la Pologne.

« Comme il est de l'intérêt de S. M. le roi de Prusse et de S. M. l'impératrice de toutes les Russies, d'employer tous leurs soins et tous leurs efforts pour que la république de Pologne soit maintenue dans son état de libre élection, et qu'il ne soit permis à personne de rendre ledit royaume héréditaire dans sa famille ou de s'y rendre absolu, S. M. le roi de Prusse et S. M. impériale ont promis et se sont engagés mutuellement et de la manière la plus forte, par cet article secret, non-seulement à ne point permettre que qui que ce soit entreprenne de dépouiller la république de Pologne de son droit d'élection, de rendre le royaume héréditaire, ou de s'y rendre absolu, dans tous les cas où cela pourrait arriver ; mais encore à prévenir et à anéantir, par tous les moyens possibles et d'un commun accord, les vues et les desseins qui pourraient tendre à ce but, aussitôt qu'on les aura découverts, et à avoir même, en cas de besoin, recours à la force des armes pour garantir la république du renversement de sa constitution et de ses lois fondamentales¹. »

Voilà le crime ! Le voilà, écrit, positif, officiel. Quand deux peuples livrent leur sort aux chances de la guerre, dans un duel public et loyal, la victoire décide entre eux : rien de plus juste ; encore faut-il l'équité dans la victoire. Mais quand une nation se sent affaiblie, qu'elle veut se guérir, se réformer, se régénérer, rendre vio et force à ses institutions malades, elle use alors du droit le plus intime, de la liberté la plus sacrée : le droit et la liberté qu'a tout être vivant de se conserver et se faire meilleur. Se mettre à deux pour lui interdire violemment son salut, et protester, en même temps, qu'on ne veut que son bonheur, est un attentat triplement odieux : il est homicide, il est lâche, il est hypocrite.

Après avoir écarté tous les prétendants qui, par eux-mêmes ou par leurs alliances, auraient pu défendre l'indépendance de la couronne, les deux puissances s'opposèrent à toute réforme dans la constitution, et particulièrement à l'abrogation du *liberum veto*, dont leur politique se servait pour entretenir la nation dans une anarchie désastreuse. Elles soutinrent, dans les mêmes vues, les dissidents ou non-catholiques, qui se trouvaient privés du droit de suffrage. L'impératrice demanda leur admission dans la Diète, et elle le fit à dessein avec une hauteur qui devait révolter.

¹ Martens. t. 1, p. 91.

Il a plu à Voltaire de voir dans cette exclusion un acte d'intolérance et de fanatisme religieux ; mais, en réalité, il n'y avait là qu'une question politique, parce que, alors comme aujourd'hui, le Catholicisme et la nationalité polonaise ne se séparaient pas. La proposition de l'impératrice ne fut cependant pas rejetée ; mais on la soumit à des délais, pour dissimuler au moins l'humiliation d'une obéissance trop prompte. L'impératrice se déclara insultée par ce simple retard, et agissant aussitôt comme si elle eût été déjà maîtresse de la Pologne, elle fit arrêter l'évêque de Cracovie, celui de Kiovie, et huit autres sénateurs des plus influents de la Diète, avec ordre de les conduire en Sibérie.

Les Polonais indignés se soulevèrent en masse ; ils s'emparèrent de Cracovie et de la forteresse de Barr. C'est là qu'ils se formèrent en corps de confédération pour défendre leur indépendance, « protestant, les armes à la main, contre la tyrannie que l'impératrice de Russie s'était arrogée sur leur constitution, comme dépouillant la Pologne du droit de législation et de souveraineté. » Ici commence la grande lutte de la nationalité polonaise contre l'oppression de la Russie : lutte longue et courageuse, lutte de héros, de chrétiens et d'hommes libres, qui finirent par succomber sous une force écrasante, mais qui léguèrent à leurs descendants le souvenir éternel de leur courage et de leurs espérances. Voltaire, Catherine et Frédéric s'égayent à plaisir de la Vierge Marie peinte sur les drapeaux de la Confédération. Mais, ne leur en déplaît, la Vierge Marie est aussi respectable qu'une louve, un léopard ou un aigle, dont s'honorent d'autres drapeaux. Un peuple qui combat pour sa religion, et qui en arbore le symbole le plus pur, annonce à ses ennemis, non pas son fanatisme, mais son amour pour le plus précieux bien de l'homme et pour la plus sainte de ses libertés.

En présence de ce combat suprême d'une grande nation, quand il s'agit de décider si elle doit rester encore sur la carte du monde, ou en être effacée à jamais, que va faire l'Europe ? Elle ne peut rester indifférente devant un des plus grands événements de son histoire. Disons d'abord la part qu'y prirent les gouvernements, et qu'elle fut l'action du monde politique. On verra plus loin ce que fit, de son côté, l'opinion, et qu'elle fut l'influence du monde philosophique.

Autour du théâtre de la guerre, et comme intéressées à surveiller les desseins de la Prusse et de la Russie sur la Pologne, cinq puissances principales étaient attentives : la Suède, l'Angleterre, la France, l'Autriche et la Turquie. La Suède et l'Angleterre

regardaient Catherine et le roi de Prusse comme les protecteurs de la religion réformée ; elles entrevoyaient avec joie la chute de la grande nation polonaise, dernier boulevard du Catholicisme, dans le nord, contre les envahissements du schisme luthérien et du schisme grec. L'Angleterre trouvait encore dans ses bons rapports avec la Russie un intérêt d'un autre ordre, auquel elle a toujours été fort insensible : l'intérêt de son commerce. Les deux cours de Londres et de Saint-Petersbourg avaient fait un traité d'alliance qui assurait aux Anglais de grands avantages. Aussi secondaient-ils Catherine de tout leur pouvoir. Leur espérance était surtout de s'emparer, par l'intermédiaire de la Russie, du commerce du Levant, dont la Turquie assurait depuis longtemps le bénéfice à la France. Ceci mérite d'être remarqué, pour comprendre le grave intérêt qu'avait la France à protéger Constantinople contre l'invasion politique de la Russie, qui devait mener à sa suite l'invasion commerciale de l'Angleterre.

On pouvait espérer que l'Autriche ne balancerait pas à se prononcer pour la Pologne, surtout si la France, dont l'alliance lui avait été si utile pendant la guerre de Sept-Ans, l'y invitait. L'Autriche n'était-elle pas la première intéressée à arrêter les accroissements de la Russie, dont le voisinage pouvait lui devenir funeste ? N'avait-elle pas tout à redouter, si la même puissance, s'étendant de la Baltique aux Dardanelles, venait à l'envelopper aux deux tiers de sa circonférence ? Avait-elle pu oublier Sobieski et le salut récent de l'empire ? N'était-elle pas enfin la catholique Autriche, appelée, de concert avec la Pologne, à contrebalancer dans le nord de l'Europe les trois puissances schismatiques de Suède, de Prusse et de Russie ? Oui, sans doute ; mais Joseph II était sur le trône, ennemi plus dangereux du Catholicisme que ne l'était Frédéric lui-même et Catherine, par cette tenacité tracassière et violente des esprits bornés. Le mot de l'enigme sur le partage de la Pologne lui avait été donné par le roi de Prusse lui-même, en 1769, dans une entrevue qu'ils eurent à Neiss, en Silésie. L'empereur philosophe s'accommoda de prendre sa part du gâteau, *vrai gâteau des rois*, comme disait Voltaire. La cour de Vienne ne laissa rien percer de ses intentions ; et les confédérés polonais, trompés par son silence, ne cessèrent de compter follement sur elle jusqu'au bout.

Abandonnée par la Suède et l'Angleterre, trahie par l'Autriche, la Pologne n'avait plus d'espoir que dans la France et la Turquie, capables certainement de la sauver ; mais l'énergie des grandes circonstances manquait à ces deux gouvernements. L'un était en-

dormi dans les lassitudes de la débauche ; l'autre , déjà épuisé de vie , défailloit.

La France parut prendre, dès le principe, un vif intérêt à cette Pologne malheureuse, qui nous avait toujours témoigné une prédilection si sincère et des sympathies si fraternelles. Le duc de Choiseul était alors ministre ; il voulut mettre à profit l'enthousiasme qui se manifesta à Paris et à Versailles en faveur des Polonais, malgré les railleries de Voltaire et de ses disciples. Ses vues avaient de la hardiesse, si elles n'étaient pas toujours sûres. Le plan de résistance qu'il avait conçu contre la coalition de la Russie, de la Prusse et de l'Angleterre, fait honneur à l'étendue de son esprit. Malheureusement, il y laissa entrer des prévisions et des espérances qui ne devaient point se réaliser. Il compta trop légèrement sur le concours de l'Autriche et sur celui de la Suède ; pensant que cette dernière puissance profiterait des circonstances pour se soustraire à l'influence chaque jour plus tyrannique de Saint-Pétersbourg.

Le duc de Choiseul espérait donc que la Russie serait tenue en échec, ayant devant elle les confédérés polonais, la Turquie et la Suède ; et que la Prusse, intimidée par la France et l'Autriche, resterait tranquille. Quant à l'Angleterre, il se proposait de lui donner assez d'occupation avec ses colonies d'Amérique, depuis longtemps impatientes du joug de la métropole, et si cela ne suffisait pas, de lui déclarer une guerre maritime de concert avec l'Espagne, pour tenir ses flottes loin de la Méditerranée. Hardi à concevoir, mais faible et irrégulier dans l'exécution, le duc de Choiseul ne sut point soutenir la grandeur de son plan par la grandeur des sacrifices. Il se contenta d'envoyer aux confédérés un subside de soixante mille francs par mois, avec quinze cents hommes commandés par un jeune officier nommé Dumouriez, le même qui devait, vingt-cinq ans plus tard, devenir général de la république française. Joignez à cela un détachement d'ingénieurs envoyés au secours des Turcs pour fortifier les Dardanelles : et voilà tout ce que M. de Choiseul sut faire pour l'accomplissement de ses vastes desseins. Dans des circonstances aussi graves, une intervention pareille n'était-elle pas dérisoire et indigne de la France ? La chute de ce ministre, dont la renommée restera toujours équivoque, comme celle de tous les hommes qui forment de grands projets et qui réalisent peu, fut cependant un malheur pour la Pologne. L'avènement du duc d'Aiguillon, qui le remplaça, amena un changement complet dans la politique de la France. Le nouveau ministère voulut rester étranger aux affaires de l'Europe. « Le ca-

binet de Versailles, dit le duc d'Aiguillon à l'ambassadeur de Prusse, M. de Sandoz, verra avec indifférence tout ce qui se passera en Pologne. »

Dès ce moment, la ruine de ce malheureux pays fut certaine, et les trois puissances intéressées au partage n'eurent plus qu'à s'occuper d'en fixer les conditions. Le 5 août 1773, l'acte de partage fut enfin signé.

Les trois puissances d'Autriche, de Prusse et de Russie, franchirent aussitôt la frontière, chacune de son côté, et parurent à la Pologne surprise et trahie, pour répéter avec plus de vérité le beau langage de Bossuet, *comme un lion qui tient sa proie dans ses ongles, tout prêt à la mettre en pièces*. La richesse de cette poésie n'est ici que de l'histoire. Cette fois la Pologne fut réellement mise en pièces. Trois tiges, pour un lion, la dépecèrent, et chacun prit sa part *légitime*, comme s'exprimait le Traité.

Le partage fut ainsi arrêté : à l'impératrice, toute la partie de la Pologne à la droite de la Dwina et à la gauche du Niéper ; au roi de Prusse, la Poméranie, jusque et même un peu au delà de la Netze, et toutes les dépendances de la Pologne éparses dans le royaume de Prusse, à l'exception de Thorn et de Danzick ; à l'Autriche enfin, toute la droite de la Vistule et la même rive du Niester, en y comprenant les palatinats de Betz et de Léopold. La prise de possession fut fixée au 1^{er} septembre de la même année, et exécutée.

Les Polonais, désespérés, firent encore de derniers et héroïques efforts. Mais le courage ne pouvait plus être utile qu'à mourir, pour léguer à la postérité la vengeance de la justice et du sang.

C'est alors que Louis XV aurait dit, avec ce repentir *imbécile* dont a parlé récemment M. Thiers : « Ah ! si Choiseul eût été « ici, cela ne serait pas arrivé. » Je doute que ces paroles soient sorties de la bouche de Louis XV, trop indifférent et trop faible pour former même un pareil vœu. L'histoire est pleine de ces réponses de rois inventées par leurs valets ou leurs courtisans. Mais, en supposant le fait vrai, je crois que Louis XV se trompait, et que M. de Choiseul lui-même, avec tout le génie qu'on lui supposait, n'aurait rien empêché. N'était-il pas premier ministre lorsque les confédérés firent appel à la France ? C'était le moment de secourir efficacement la Pologne et de la sauver. Si on ne fit pas alors tout ce qu'on pouvait faire pour arrêter les usurpations de la Russie, ce fut une grande faiblesse ou une grande erreur ; si on le fit, qu'aurait-on pu de plus, trois ans plus tard ? La France n'était devenue certainement ni plus riche, ni plus forte ;

et elle manquait, hélas ! depuis longtemps , de ce qui peut remplacer chez un grand peuple la richesse et la force : je veux dire , l'amour dévoué de la justice, l'instinct des belles choses et le courage généreux qui naît de cet instinct. Tout s'affaissait alors , tout tombait dans notre malheureux pays. Le scepticisme philosophique et la corruption des mœurs avaient brisé le ressort des forces nationales, et le vent de la liberté n'avait pas encore soufflé pour les raviver.

Voilà donc tout ce que la chute de la Pologne produisit de sensation dans le monde officiel de la politique : un faible cri de roi , que le bruit de cette chute réveille au milieu de ses voluptés , et qui se rendort. Nulle autre part une voix ne s'entend. Dans toutes les monarchies de l'Europe, pas une protestation, pas un gémissment, pas un regret ! Est-ce donc ainsi que les monarchies portent le deuil les unes des autres, et qu'elles veulent apprendre aux peuples à le porter eux-mêmes ?

À côté des gouvernements, tous complices, indifférents ou lâches, que faisait l'opinion, cette reine du monde, comme on l'a appelée, si sympathique aux opprimés, si prompte à deviner la justice, si généreuse à la défendre ? Hélas ! un homme alors la dominait. Et cet homme, dont chaque parole était un oracle ; cet homme, qui avait trouvé le secret d'intéresser l'Europe entière au sort d'un supplicé obscur ; cet homme, plus fort à lui seul, avec sa frêle plume, que tous les rois ensemble ; cet homme, enfin, qui pouvait, s'il l'eût voulu, sauver la Pologne, en soulevant l'indignation du monde contre ses oppresseurs ; cet homme se fit le courtisan des despotes qu'il aurait dû flétrir, le complice de leur cupidité, le conseiller de leurs violences, le panégyriste de leurs iniquités.

Je veux dénoncer ici cet attentat, commis, au nom de la philosophie, contre la liberté des peuples. Les paroles que je vais citer sont tristement mémorables ; elles devront faire réfléchir les amis sincères de l'humanité et de la liberté.

II.

VOLTAIRE ET FRÉDÉRIC.

Nous prenons le fil de leur correspondance à la fin de l'année 1770, époque à laquelle la France se vit forcée d'envoyer au secours de Constantinople, menacée par les Russes. N'oublions pas que l'empereur de Turquie, Moustapha, ne s'engagea dans cette

guerre désastreuse que sur les instances du gouvernement français, dans le but de protéger l'indépendance de la Pologne, et de mettre un terme aux envahissements de la Russie, qui menaçait déjà le repos de l'Europe entière. N'oublions pas aussi que l'Angleterre était là pour nous disputer le commerce du Levant. Cette guerre était donc la guerre de la Pologne, et c'était aussi notre propre guerre d'honneur et d'intérêt.

Il faut avoir ce souvenir toujours présent à l'esprit pour bien comprendre le rôle que joue ici Voltaire. Faire des vœux pour l'impératrice de Russie ne suffisait pas à son zèle ; il s'occupait encore activement de lui procurer des alliés. Depuis longtemps déjà, il pressait le roi de Prusse de se joindre à Catherine pour démembler à leur profit respectif l'empire Ottoman, unique allié de la France, dans la lutte qu'elle soutenait alors contre le nord de l'Europe.

Nous demandons pardon d'avance à nos lecteurs de certaines incongruités de langage, très-fréquentes dans la correspondance de Voltaire, même quand il écrit aux rois et aux impératrices. Il écrivait donc à Frédéric :

« *Ferney, 27 avril 1770.* — Vous avez trouvé le secret d'être le défenseur, le législateur, l'historien et le précepteur de votre royaume ; tout cela est pourtant vrai : je défie qu'on en dise autant de Moustapha. Vous devriez bien vous arranger pour *attraper quelques dépouilles de ce gros cochon ; ce serait rendre service au genre humain.* Restez un héros sur la terre, et n'abandonnez pas absolument la mémoire d'un homme dont l'âme a toujours été aux pieds de la vôtre. »

Laissons l'âme de Voltaire *aux pieds* de l'âme de Frédéric, et occupons-nous seulement du service urgent qu'il lui demande au nom du genre humain. C'était le grand mot de Voltaire : rendre service au genre humain ; après quoi, tout était dit. Il ne s'est pas vu d'homme qui ait su faire un plus heureux et plus fréquent emploi de cette formule merveilleuse, dont il est, je crois, le père. Tout ce qui se faisait à sa convenance était service rendu au genre humain. Ecrire deux pages d'ignobles sottises contre la religion, si l'on prétendait en philosophie ; s'approprier une bonne province, si l'on était roi : services rendus au genre humain ! Il vous disait cela si lestement, et d'une conscience si sûre, qu'il n'y avait pas à répliquer. Mais Frédéric connaissait l'homme, et ne s'effrayait pas de ses grands airs d'apôtre. Il ne fut pas d'avis de rendre ce service au genre humain ; il ne voulut point entrer dans une guerre où il ne pouvait jouer qu'un rôle secondaire, et dont les profits ne lui paraissaient pas certains. Voltaire insista.

« Ferney, 20 déc. 1770. — Sa Majesté est voisine de ma grande souveraine russe. Je suis toujours fâché qu'ils n'aient pu s'ajuster pour donner congé à Moustapha.... Je savais très-bien ce que faisaient *des ingénieurs sans génie*, j'en étais très-affligé. Je trouve tout cela aussi mal que les croisades : il me semble qu'on pouvait s'entendre, et qu'il y avait de beaux coups à faire. J'ai bien peur que les Velehes¹ n'échouent : leurs entreprises, depuis longtemps, n'ont réussi qu'à nous ruiner. »

Frédéric vient de parler à Voltaire d'un détachement d'officiers de génie et d'artillerie, envoyés par le gouvernement français pour fortifier les Dardanelles. C'est de ces *ingénieurs sans génie* que parle aussi Voltaire. Leur présence aux Dardanelles l'afflige !

Mais voici venir quatre flottes russes, envoyées aux Dardanelles, contre les *ingénieurs sans génie* de la France. Voltaire en pâme d'aise; les plus doux souvenirs lui viennent à l'esprit.

« Ferney, 1^{er} mars 1771. — Il n'y a rien à mon gré de si étonnant, depuis les *aventures de Rosbach et de Lissa*, que de voir mon impératrice envoyer du fond du Nord quatre flottes aux Dardanelles. »

Rosbach ! Rosbach ! quel nom sinistre évoque ici Voltaire ! Rosbach ! journée néfaste, placée dans l'histoire de nos désastres militaires, entre Azincourt, Crécy, Poitiers et Waterloo. Rosbach ! champ de deuil et de honte, où trente mille Français trouvèrent une défaite sans combat, une mort sans vengeance. Voilà donc l'*aventure étonnante* après laquelle rien ne pouvait plus mériter l'admiration de Voltaire, si ce n'est quatre flottes russes qui vont combattre la France aux Dardanelles, et dont il salue le départ par les augures de Rosbach !

Puisque l'occasion m'est offerte, et pour qu'on ne m'accuse pas d'avoir relevé abusivement un mot dit sans réflexion, je crois devoir rapporter ici les compliments de Voltaire à Frédéric sur la bataille de Rosbach ; non pas tous, car il faudrait un volume, mais deux seulement qui pourront tenir lieu des autres.

La bataille de Rosbach, si on peut donner ce nom à une déroute générale sans tentative de combat, eut lieu le 5 novembre 1757. Le 16 janvier suivant, Frédéric écrivait à Voltaire :

« Breslau, 16 janv. 1758. — J'ai reçu votre lettre du 22 novembre et du 2 janvier en même temps. J'ai à peine le temps de faire de la prose, bien moins des vers, pour répondre aux vôtres. Je vous remercie de la part que vous prenez aux *heureux hasards* qui m'ont secondé à la fin d'une campagne où tout semblait perdu. »

L'édition de 1785, que j'ai sous les yeux, remarque dans une

¹ Sobriquet de l'invention de Voltaire, qui ne nomme jamais autrement les Français dans sa correspondance.

note en bas de page, que les deux lettres de Voltaire, auxquelles Frédéric fait allusion, n'ont pas été retrouvées. Quelque intéressés plus que personne à cette perte, il nous suffit cependant, pour notre édification sur Voltaire, d'apprendre *la part qu'il prenait aux heureux hasards* du roi de Prusse, qui furent si désastreux pour la France; et de savoir que, dès le 22 novembre, il avait déjà rempli avec empressement ses devoirs de courtisan; qu'il avait trouvé le temps de chanter *en vers* une victoire remportée le 5 du même mois, à quatre ou cinq cents lieues de distance. Frédéric, au contraire, avait à peine le temps de faire de la prose. Mais au XVIII^e siècle, fût-on roi et grand capitaine, on ne pouvait avoir de mérite qu'à la condition de rimer quelque peu, tant bien que mal. Donc le roi de Prusse dut se donner enfin le temps et l'esprit de faire des vers. Il chanta sa propre victoire. Nous avons à regretter l'absence de cette pièce. Voltaire nous en a conservé, fort heureusement, la substance et les plus délicates aménités de style, dans sa réponse que voici :

• Héros du Nord, je savais bien
Que vous aviez vu les derrières
Des guerriers du roi très-chrétien
A qui vous taillez des croupières ;
Mais que vos rimes familières
Immortalisent les beaux c...
De ceux que vous avez vaincus ,
Ce sont des faveurs singulières.
Nos blancs-poudrés sont convaincus
De tout ce que vous savez faire. »

Ceci est du 2 mai 1758, six mois après la fatale journée de Rosbach. L'enthousiasme de Voltaire n'était pas refroidi. Que dût-ce être au premier élan? Et que cette lettre perdue, du 22 novembre, doit laisser de regrets à tous les admirateurs du patriotisme de Voltaire et de sa poésie joyeuse !

Mais voici du plus merveilleux encore. Nous sommes au 27 avril 1775. Frédéric vient d'envoyer son portrait à Voltaire. Celui-ci entre dans le transport; après dix-sept ans d'intervalle, le souvenir de Rosbach lui revient plus doux que jamais. En présence de ce portrait, il oublie et son *grand philosophe*, et son *Auguste*, et son *Salomon du Nord*. Il ne voit, il ne cherche, il n'admire que... le héros de Rosbach, devant qui *tout Velche doit trembler*.

« Ferney, 27 avril 1775. — Sire, j'ai reçu aujourd'hui, par les bontés de Votre Majesté, le portrait d'un très-grand homme.... Il n'y a point

de Velche qui ne tremble en voyant ce portrait-là ; c'EST PRÉCISÉMENT CE QUE JE VOULAIS.

Tout Velche qui vous examine ,
De terreur panique est atteint ;
Et chacun dit à votre mine
Que dans Rosbach on vous a peint. »

Le souvenir enchanteur de Rosbach ne quittait pas Voltaire. Voici ce que je lis, par hasard, en tête de la lettre qui précède immédiatement celle-ci.

« Ferney, 28 mars 1775. — Sire, toutes les fois que j'écris à Votre Majesté sur des affaires un peu importantes, *je tremble comme nos régiments à Rosbach.* »

Lorsque Voltaire écrivait ces choses, il avait quatre-vingt-un ans, deux mois et sept jours !! Il est à croire qu'il se trompait sur la cause de ses tremblements.

Reprenons le fil interrompu de la correspondance ; il est curieux de suivre tous les stratagèmes de Voltaire pour décider le roi de Prusse à la guerre contre la Turquie et contre la France, alliées et protectrices de la Pologne. Frédéric était têtù ; et quand il avait dit non, c'était non.

Quoique Voltaire s'ingérât d'autorité, selon son habitude en toute chose, de donner des leçons de politique à Frédéric, *le héros de Rosbach* en savait un peu plus long que lui sur la matière. Le roi de Prusse comprenait très-bien qu'il n'avait pas à se presser, qu'il arriverait toujours assez à temps au moment du partage, et que ce serait alors qu'il parlerait plus à propos de guerre à des voisins déjà épuisés, si on lui refusait son dividende. Voltaire vit enfin que sa petite intrigue n'avait pas de chances, et sembla y renoncer. Pour le consoler, Frédéric, au lieu de faire la guerre, fit un poème ; un poème en six chants sur les confédérés de Pologne et *leur Notre-Dame* ; il prit pour modèle le chef-d'œuvre du grand maître la fameuse Pucelle d'Orléans.

Le poème arrivait à propos. Voltaire venait d'apprendre le coup de main tenté contre le roi de Pologne. Son tendre cœur était *tout plein et tout attendri de cet horrible attentat*. L'arrivée du poème le sauva ; le voilà qui rit d'un œil, et pleure de l'autre.

« Ferney, 6 déc. 1771. — Je n'ai jamais si bien compris qu'on pût pleurer et rire dans le même jour. J'étais tout plein et tout attendri de l'horrible attentat commis contre le roi de Pologne, qui m'honore de quelque honté.... Lorsque j'ai reçu votre lettre et votre très-philosophique poème, qui dit si plaisamment les choses du monde les plus vraies, je me suis mis à rire malgré moi, malgré mon effroi et ma

consternation. *Que vous peignez bien le diable et les prêtres, et surtout cet évêque premier auteur de tout le mal!* »

Peindre le diable et les prêtres est un rapprochement très-spirituel, sans doute, qui fera rire plus d'un lecteur émerveillé. Il n'y a qu'un inconvénient : c'est que ces prêtres et cet évêque alliés du diable, combattaient en bons citoyens, en chrétiens et en gens de cœur, pour reconquérir leur indépendance, pour délivrer leur pays de l'oppression étrangère, pour sauver leur culte et leur foi, pour garder libres enfin, devant Dieu et devant les hommes, leurs corps, leurs âmes et leur patrie. D'où qu'ils viennent, de pareils dévouements font honneur. Il ne faut pas beaucoup d'esprit pour comprendre cela ; mais il faut un peu de cœur, et n'être point trop philosophe.

Je passe sur plusieurs incidents, qui ne manqueraient pas d'intérêt, pour arriver tout de suite au fait même du partage, définitivement arrêté, ainsi que nous l'avons déjà dit, le 5 août 1772. Voltaire avait déjà flairé de loin cette bonne aubaine, quand il écrivait au roi de Prusse, à la date du 4^e février 1772.

« Je me flatte que tout ceci finira heureusement pour le roi de Pologne, et pour Votre Majesté. Quand vous n'auriez que *six villes pour vos six chants*, vous n'auriez pas perdu votre papier et votre encre. »

Et enfin, le 31 juillet 1772, quelques jours avant que ce mystère d'iniquité fût révélé à l'Europe, un bruit vague s'en étant répandu dans le public, Voltaire comprit que ses vœux étaient accomplis, et en adressa aussitôt ses félicitations anticipées au roi de Prusse : sa lettre est triomphante.

« Ferney, 31 juillet 1772. — Sire, permettez-moi de dire à Votre Majesté que vous êtes comme un certain personnage de La Fontaine :

« Droit au solide allait Bartholomée.

Ce solide accompagne merveilleusement la véritable gloire. Vous faites un royaume florissant et puissant de ce qui n'était, sous le roi votre grand-père, qu'un royaume de vanité : vous avez connu et saisi le vrai en tout ; aussi êtes-vous unique en tout genre : ce que vous faites actuellement vaut bien votre poème sur les confédérés. *Il est plaisant de détruire les gens et de les chanter.* »

La plaisanterie est, en effet, d'un goût recherché. Si les loups savaient faire les vers comme certains rois, cette philosophie leur irait ; ils trouveraient très-plaisant de chanter après boire, et de composer en rimes croisées l'épithaphe de leurs victimes.

Après les longues et mystérieuses négociations de Postdam, voici enfin le grand œuvre mis au jour et jeté insolemment à la

face de l'Europe. Une médaille commémorative de la *pacification* de la Pologne a été frappée. Frédéric s'empresse d'en envoyer un exemplaire à Voltaire.

« *Portland, 16 sept. 1772.* — Voilà enfin la paix prête à se conclure en Orient, et la *pacification* de la Pologne qui s'apprête. Je vous envoie une médaille qu'on a frappée à ce sujet. »

Cette médaille portait d'un côté le portrait de Frédéric, et de l'autre, une carte ouverte, avec les provinces adjudgées au roi de Prusse, que la Pologne elle-même lui présentait. La légende était : *Regno redintegrato*, ce qui s'appliquait au royaume de Pologne ; mot à mot, *royaume rétabli dans son intégrité*. Voltaire, qui comprenait le latin, approuva la légende, en loua la noblesse et la simplicité :

« *Ferney, 16 oct. 1772.* — Sire, la médaille est belle, bien frappée ; la légende noble et simple.

« Mais surtout la carte que la Prusse, jadis polonaise, présente à son maître, fait un très-bel effet. Je remercie fort Votre Majesté de ce bijou du Nord ; il n'y en a pas à présent de pareil dans le Midi.

La paix a bien raison de dire aux palatins :
Ouvrez les yeux, le diable vous attrape,
Car vous avez à vos puissants voisins,
Sans y penser, longtemps servi la nappe.
Vous voudrez donc bien trouver bel et beau
Que ces voisins partagent le gâteau.

« C'est assurément le *vrai gâteau des rois*, et la *fève a été coupée en trois parts*, mais la paix ne s'est-elle pas un peu trompée ? J'entends dire de tous côtés que cette paix n'a pu venir à bout de réconcilier Catherine II et Moustapha, et que les hostilités ont recommencé depuis deux mois. On prétend que, *parmi ces Français si babillards, il s'en trouve qui ne disent mot et qui n'en agissent pas moins sous terre...* Je ne m'attendais pas, il y a deux ans, à rien de ce que je vois. C'est assurément *une chose comique* que le même homme se soit moqué si légèrement des palatins, pendant six chants entiers, et en ait eu un nouveau royaume pour sa peine... Jamais on n'a fait un poème, ni pris un royaume, avec tant de facilité. Vous voilà, sire, le fondateur d'une très-grande puissance ; vous tenez un des bras de la balance de l'Europe, et la Russie devient un monde nouveau. Comme tout est changé ! et que je me sais *bon gré d'avoir vécu pour voir tous ces grands événements !...* Je ne sais quand vous vous arrêterez ; mais je sais que l'aigle de Prusse va bien loin. *Je supplie cet aigle de daigner jeter, sur moi chéris, du haut des airs où il plane, un de ses coups-d'œil qui rantent le génie éteint...* Je suis à vos pieds, comme il y a trente ans, mais bien affaibli ; je regarderai le *regno redintegrato*, quand je voudrai reprendre des forces.

« *Votre vieux idolâtre.* »



En lisant cette lettre, sortie de la plume d'un Français et du cœur d'un Sarmate, on regrette au bonheur de Voltaire qu'il n'ait assez vécu pour voir ses chers Prussiens et ses bons amis les Cosaques franchir deux fois nos frontières, quarante ans plus tard, planter leurs drapeaux triomphants sur nos capitales, et inonder la France de leurs légions impures. Oh! que les regards de l'aigle de Prusse, planant alors de ses noires ailes dans notre ciel assombri, n'ont-ils pu réveiller un instant son génie et ses ossements éteints. On aurait vu le squelette, sortant de son froid caveau, se dresser avec orgueil sur le faite du Panthéon, sourire de là au milieu des hourras du barbare, et jeter une dernière fois à la France vaincue son sarcasme et ses dédains. Je ne fais pas ici de vaines fictions : l'homme mort pense et agit pour l'homme vivant, et la tombe est solidaire. Continuons :

Le gouvernement français s'était offensé de la manière impertinente dont le roi de Prusse parlait des Français passés en Pologne, dans son poème de la *Confédération*. M. de Choiseul n'était pas disposé, comme M. de Voltaire, à prendre la chose en plaisanterie. Il trouvait juste de *détruire* les gens sur un champ de bataille, quand on le pouvait ; mais il n'approuvait pas qu'on les *chantât*. Ce métier lui paraissait même un peu ridicule et saugrenu pour un grand capitaine. Il avait donc témoigné tout haut son mécontentement d'un pareil procédé, et l'avait fait dans des termes aussi humiliants pour le roi que pour le poète. Voltaire s'empressa d'en avertir Frédéric : jugez par la réponse du roi-poète si son amour-propre fut blessé.

• Potsdam, 1^{er} nov. 1772. — Je trouve, il est vrai, le poète de la *Confédération* impertinent d'avoir osé se jouer de quelques Français passés en Pologne. Il dit, pour son excuse, qu'il sait respecter ce qui est respectable, mais qu'il croit qu'il lui est permis de badiner de ces *excréments des nations*, des Français réformés par la paix et qui, faute de mieux, allaient faire le métier de *brigands* en Pologne dans l'association confédérale. »

Je ne puis croire qu'il se trouvât aujourd'hui un seul homme en France, à qui le plus grand monarque de l'Europe osât se permettre d'écrire impunément de telles insolences, dans ce style de goujat. Que fera Voltaire, ce grand citoyen auquel la PATRIE RECONNAISSANTE a ouvert son temple et ses tombeaux? Voltaire applaudira, et r'enchéfira, s'il le peut. Une *caisse royale*, arrivée de Berlin, lui a tourné la tête; il vient de prendre son café à la crème dans une tasse de porcelaine prusse. Ecoutez-le :

• Ferney, 13 nov. 1772. — Sire, hier il arriva à mon ermitage une

caisse royale, et ce matin, j'ai pris mon café à la crème dans une tasse, telle qu'on n'en fait point chez votre confrère Kien-long, l'empereur de la Chine... Enfin, c'est donc dans le Nord, que tous les arts fleurissent aujourd'hui! C'est là qu'on fait les plus belles écuelles de porcelaine, qu'on partage des provinces d'un trait de plume, qu'on dissipe des confédérations et des sénats en deux jours, et qu'on se moque surtout très-plaisamment des confédérés et de leur Notre-Dame. Sire, nous autres Velches, nous avons aussi notre mérite; des opéras-comiques qui font oublier Molière, des marionnettes qui font tomber Racine... Je me mets aux pieds de Votre Majesté avec tout le respect et l'admiration qu'elle inspire. »

Voilà toute la réponse de Voltaire. Ces Velches de son invention, grossièrement insultés par son royal correspondant, lui les persiffla. De quel pays était donc cet homme, et quel était le sang qui coulait dans ses veines? La France ne saura-t-elle jamais tout ce qu'il a fait, dit et pensé contre elle? Et voulons-nous absolument, par l'admiration niaise que nous rendons à ses mépris, mériter le nom ridicule dont il nous affubla soixante ans devant l'Europe?

Toute la correspondance de Voltaire respire ces mêmes sentiments de haine et de dégoût pour sa patrie, de dévouement et d'enthousiasme pour les deux puissances dont nous avons le plus à craindre et qui nous faisaient le plus de mal. Il s'abaisse pour elles jusqu'à l'office infâme de délateur et d'espion. C'est par lui que le roi de Prusse et l'impératrice de Russie apprennent ce qui se fait en France, ce qui se dit à la cour, ce que le ministère projette, ses moyens, ses ressources, ses secrets. Ecoutez la réponse du roi de Prusse, et jugez, par la colère qui s'y cache, à quel point les rapports de Voltaire l'avaient exaspéré.

« Potsdam, 4 avril 1773. — Vous me parlez de vos Velches et de leurs intrigues, elles me sont toutes connues. Il ne m'échappe rien de ce qui se passe à Stockholm ainsi qu'à Constantinople. Mais il faut attendre jusqu'au bout pour voir qui rira le dernier. »

Laissons Voltaire continuer ses petites confidences clandestines au roi de Prusse, sur l'état misérable de la France, qui n'était hélas! que trop réel; et revenons encore un instant au partage de la Pologne.

Voltaire s'est contenté jusqu'ici de rire à plaisir sur cet heureux sujet, si propre, en effet, à la gaieté. Il a trouvé *plaisant de détruire les gens et de les chanter!* Faire un poème, et prendre un royaume avec tant de facilité, lui a paru *chose comique!* Puis est venu Bartholomée, *allant au droit solide;* puis le *gâteau des rois* et la fête mise en trois par's; puis les provinces *partagées*

d'un trait de plume, et les sénats *dissipés en deux jours*; puis, enfin, mille autres gentillesses pleines de cette grâce particulière qui distingue Voltaire, et si convenables à la circonstance. Mais voici qui ne plaisante plus. Voltaire a eu le temps d'y réfléchir, et de voir tout ce qu'il a fallu d'esprit supérieur et transcendant pour concevoir le plan du partage de la Pologne. L'aurole du GÉNIE doit briller sur le front d'où est sortie cette pensée généreuse! Voltaire était heureusement au monde pour couronner les bienfaiteurs du *genre humain*!

• *Ferney, 18 nov. 1772.* — On prétend que c'est vous, sire, qui avez imaginé le partage de la Pologne; et je le crois, parce qu'il y a LA DU GÉNIE. »

Du génie! du génie dans le partage de la Pologne! Quelle profanation du langage! les brigands qui vont, au coin d'un bois, détrousser un honnête homme, en ont bien aussi du génie! Ils ont le génie de comprendre que, trois contre un, ils seront les plus forts, qu'ils pourront tuer, piller, couper, démembrer impunément. O Voltaire, comment avez-vous osé prostituer ainsi un nom si beau? Si vos paroles étaient sincères, quel malheureux esprit était le vôtre? Et si, pour flatter un roi, vous mentiez contre l'humanité, à quelle bassesse extrême étiez-vous descendu?

Frédéric prévoyait déjà sans doute, que ce coup de génie ne lui ferait pas autant d'honneur aux yeux de la postérité qu'à ceux de Voltaire. Il repousse le compliment avec une mauvaise humeur marquée. Sa réponse est digne d'attention.

• *Potsdam, 9 oct. 1773.* — J'en reviens à ce roi de Pologne dont vous me parlez : je sais que l'Europe croit assez généralement que le partage qu'on a fait de la Pologne, est une suite de *manigances politiques* qu'on m'attribue; cependant rien n'est plus faux. Après avoir proposé vainement des tempéraments différents, il fallut recourir à ce partage, comme à *l'unique moyen d'éviter une guerre générale*. Les apparences sont trompeuses, et le public ne juge que par elles. Ce que je vous dis est aussi vrai que la quarante-huitième proposition d'Euclide. »

Or, Frédéric mentait, nonobstant la 48^{me} proposition d'Euclide; c'était bien lui qui, le premier, avait mis en train toutes ces *manigances*. Sous ces paroles acerbes et mécontentes du roi de Prusse, perce déjà la pointe aiguë du remords; on y sent le criminel qui s'accuse et qui charge ses complices. En disant que le partage de la Pologne fut le seul moyen d'éviter la guerre générale, Frédéric nous livre, sans s'en douter, le secret de ce brigandage entre les trois puissances. Voilà bien nos trois tigres,

tous les trois la patte levée sur la même proie, se montrant les dents, et disant : « Ma part, ou battons-nous. »

Que Frédéric parlait autrement de ce grand exploit, une année auparavant, dans les premières joies de sa conquête ! Rien n'avait coûté : un peu d'encre et un trait de plume avaient tout fait, sauf qu'il ne répondait pas de l'avenir. Faisons encore cette citation, qui sera la dernière :

« Potsdam, 1^{er} nov. 1772. — J'ai connu un jésuite qui m'assurait gravement qu'il s'exposerait au plus cruel martyre, ne pût-il convertir qu'un singe. Je n'en ferais pas autant, mais quand on peut réunir et joindre des domaines entrecoupés pour faire un tout de ses possessions, je ne connais guère de mortels qui n'y travaillissent avec plaisir. Notez toutefois que *cette affaire-ci s'est passée sans effusion de sang*, et que les encyclopédistes ne pourront déclamer contre les brigands mercenaires, et employer tant d'autres belles phrases dont l'éloquence ne m'a jamais touché. *Un peu d'encre à l'aide d'u e plume a tout fait*, et l'Europe sera pacifiée, au moins des derniers troubles. *Quant à l'avenir, je ne réponds de rien.* »

Toute cette affaire, dit innocemment Frédéric, s'est passée sans effusion de sang. Il faut noter seulement qu'il y avait eu huit années de guerre avec les confédérés, avec les Français, avec les Turcs ; des milliers de prêtres et de nobles déportés dans la Sibérie, et cent mille hommes au moins de tués pour cette cause. Mais Frédéric ne s'occupait pas de cela. Les trois protecteurs de la Pologne s'étaient entendus pour partager la proie à l'amiable, sans la plus petite égratignure ; il suffisait. Qu'avaient à dire les encyclopédistes ? Le sang de la Pologne et de la France ne comptait pas.

Recueillons ici, en terminant, une parole mystérieuse échappée du fond d'une conscience troublée, parole d'effroi pour l'oppression, et d'espérance pour la justice, parole que l'homme n'a point comprise en la disant, et dont la Providence s'est gardé et se garde encore le secret : *Quant à l'avenir, je ne réponds de rien!!!*

III

VOLTAIRE ET CATHERINE.

Il faut lire la correspondance de Voltaire avec Catherine, pour comprendre quel prestige cet homme exerça sur son siècle, et pour se faire une idée des mœurs du temps. Lorsque cette cor-

respondance commença, Voltaire avait déjà près de soixante-dix ans, et Catherine touchait à la quarantaine. Vous diriez cependant la correspondance de deux jeuneceux amoureux l'un de l'autre sans se connaître : j'entends, jeuneceux libertins. Ce sont de véritables tendresses, presque de la passion, souvent des saletés. Dans la conversation, Voltaire se familiarisait peu. Mais dans la correspondance, il aimait à prendre ses aises, et en venait volontiers aux dernières libertés du langage, surtout avec les dames qu'il savait quelque peu imbues de philosophie. Il avait un tact exquis pour deviner son monde, et traitait chacun à sa manière. Il savait bien qu'il n'avait pas à se gêner avec Catherine. De son côté, Catherine ne se gênait guère non plus : on se connaissait de part et d'autre.

A la date du 17 décembre 1768, Catherine envoya une fourrure à Voltaire, avec une boîte tournée de ses propres mains et ornée de son portrait. C'était en reconnaissance du zèle passionné que celui-ci témoignait, dans toutes ses lettres, de la voir bientôt maîtresse de Constantinople et de Varsovie. Voici comment Voltaire accuse réception du cadeau impérial :

Ferney, février 1769.

« Cette belle et noire pelisse
Est celle que perdit le pauvre Moustapha,
Quand notre brave impératrice
De ses musulmans triompha ;
Et ce beau portrait que voilà,
C'est celui de la bienfaitrice
Du genre humain qu'elle éclaira.

Mais ce n'est rien encore. Voici bien d'un autre enthousiasme.

« *Ferney, 30 oct. 1769.* — Madame, Votre Majesté impériale me rend la vie en tuant des Turcs. La lettre dont elle m'honore, du 22 septembre, me fait sauter de mon lit, en criant : *Allah Catharina!* J'avais donc raison, j'étais plus prophète que Mahomet. Dieu et vos troupes victorieuses m'avaient donc exaucé, quand je chantais : *Te Catharinam laudamus, te dominam confitemur.* L'ange Gabriel m'avait donc instruit de la déroute entière de l'armée ottomane, de la prise de Choczyn, et m'avait montré du doigt le chemin d'Iassi.

« Que Votre Majesté impériale pardonne au désordre de ma joie, et à grée le profond respect d'un cœur plein de vous. »

Pour le coup, Voltaire a beau dire, le transport lui est monté au cerveau. Il y aurait là un sujet de tableau : montrer Voltaire, maigre et vieux, sautant du lit en costume de circonstance, et le regard tourné vers la Russie, entonnant solennellement d'une voix inspirée et chevrotante : *Allah Catharina! te Catharinam*

laudamus, te dominam confitemur. On voudrait voir la scène.

Et cette fièvre ne le quitte pas ; au mois de mai de l'année suivante, il écrit encore :

Ferney, 18 mai 1770. — Madame, les glaces de mon âge me laissent encore quelque feu ; *il s'allume pour votre cause.* On est un peu Moustapha à Rome et en France ; *je suis Catherin et je mourrai Catherin... Je redouble mes vœux ; mon âme est aux pieds de Votre Majesté impériale.* »

Voltaire, si habile à infliger des sobriquets à tout le monde, se donne ici le sien, qu'on aurait bien dû lui conserver au Panthéon : « Ci-git Voltaire, qui fut et mourut catherin. » Ce serait d'un bel effet et de bonne justice. Après le *Te Deum* pour Catherine vient le *Mirerere* pour la France : c'est l'ombre au tableau. La Russie ne paraîtrait pas ce qu'elle vaut, sans ce parallèle. Pour égayer son héroïne, Voltaire prend la France sur ses genoux, et la fustige, à cru, de main de maître.

« *Ferney, 7 août 1771.* — Je veux aussi, madame, *vous vanter les exploits de ma patrie* ; nous avons depuis quelque temps une danseuse excellente à l'Opéra de Paris. On dit qu'elle a de très-beaux bras. Le dernier opéra-comique n'a pas eu un grand succès, mais on en prépare un qui fera l'admiration de *l'univers*. Il sera exécuté dans la première ville de *l'univers*, par les meilleurs acteurs de *l'univers*.

« Notre flotte se prépare à voguer de Paris à Saint-Cloud.

« Nous avons un régiment dont on a fait la revue ; les politiques en présagent un grand événement... *Je ne manquerai pas, madame, si Votre Majesté impériale le juge à propos, de lui rendre compte de la suite de ces grandes révolutions.* Pendant que nous faisons des choses si mémorables, Votre Majesté s'amuse à prendre des provinces en terre ferme, à dominer sur la mer de l'Archipel et sur la mer Noire, à battre des armées turques.

Le vieux malade de Ferney.

Et ailleurs encore ; car sa verve ne tarit pas sur cet heureux sujet :

« *Ferney, 30 avril 1771.* — A l'égard des Velches qui sont à l'occident de l'Allemagne et vis-à-vis de l'Angleterre, ils ne font actuellement nulle conquête, depuis qu'ils ont perdu la fertile contrée du Canada ; ils font toujours beaucoup de livres, sans qu'il y en ait un seul de bon, ils ont de mauvaise musique et point d'argent, *et tout cela compose le premier peuple de l'univers, la première cour de l'univers, les premiers singes de l'univers.*

Si on lisait seulement une lettre détachée de cette correspondance, on pourrait n'y voir qu'une de ces boutades d'esprit familières à Voltaire, qu'on est convenu de lui pardonner, et que je lui pardon-

nerais, pour mon compte, aussi facilement qu'un autre. Mais quand on les lit toutes de suite, d'un bout à l'autre, il devient manifeste que ces sentiments étaient chez lui naturels, persévérants, enracinés, invariables. Oui, c'était tout de bon, de propos bien délibéré, par parti pris, par théorie, pour ainsi dire, qu'il professa constamment une prédilection si tendre pour la Russie, et une aversion systématique et impitoyable contre la France. Un homme qui lirait ces lettres pour la première fois, sans connaître la patrie de Voltaire, hésiterait peut-être entre la Russie et la Prusse; mais très-certainement, il ne lui viendrait jamais à l'esprit que ce pût être la France.

Je veux dire cependant une impression qui m'est restée de cette lecture, et que plus d'un lecteur peut-être aura partagée. Voltaire sentait-il ces admirations passionnées qu'il prodigue à Catherine et au roi de Prusse? J'en doute. Le ton exagéré de ses louanges, la singularité burlesque de ses exclamations, son enthousiasme affecté, je ne sais quel mélange enfin mi-sérieux et mi-plaisant des choses les plus empathiques et les plus triviales: tout trahit, un courtisan faux et embarrassé, qui dit toujours trop, parce qu'il ne sent rien. La franchise et la conviction parlent un autre langage. Qu'on examine attentivement tout ce qui est sorti de la plume de Voltaire, même dans ses inspirations les plus heureuses, on y sentira toujours quelque chose de sec et de faux. Le cœur manquait à cet homme; et l'esprit, qui peut tout imiter, n'imité point le cœur. Celui qui nous a appelés *les premiers singes de l'univers*, mérita, s'il disait vrai, de naître parmi nous.

Mais ce n'est rien encore; nous n'avons vu que les moindres peccadilles de Voltaire. Sans doute, la guerre de la Turquie était grave; nos deux plus dangereux ennemis, le Russe et l'Anglais, faisaient ligue contre nous; notre influence politique et notre commerce pouvaient être ruinés. Impossible de dire à quel degré d'abaissement la France allait descendre, et quelles seraient aujourd'hui les destinées de l'Europe, si cette guerre avait eu l'issue qu'on devait craindre, et que Voltaire appelait de tous ses vœux. Oublions cependant tout cela; oublions la haine de Voltaire envers son pays, qu'il ne connut jamais que pour le trahir, le bafouer ou le maudire. Il y a quelque chose de plus grand encore que la patrie. Au-dessus du citoyen s'élève l'homme, et au-dessus de la patrie, l'humanité. Le patriotisme de Voltaire n'a jamais été célèbre. Lorsqu'on arrive à ce chapitre, les amis du grand citoyen inhumé par la patrie *reconnaissante*, glissent volontiers, et vous prient de passer outre; le sujet n'en valant pas la peine, sans

doute. Ils ont tout l'air de penser que la patrie était trop petite pour ce grand cœur, et que ce n'était pas trop à le remplir de l'humanité tout entière. L'humanité! C'est le mot sonore par lequel on espère racheter tous les méfaits de Voltaire, tous ses vices, dont il semble que son amour pour l'humanité n'aurait pu se passer.

Eh bien! parlons-en, de l'humanité de Voltaire.

Ceci nous ramène à la Pologne. Tant que ce peuple héroïque a eu les armes à la main pour défendre sa liberté, pardonnons à Voltaire ses injures et ses vœux barbares. Mais voici la face des événements changée : Catherine triomphe. Le sort de la Pologne vaincue et celui des soldats français associés à ses combats et à ses désastres, sont dans les mains de l'impératrice irritée. L'humanité de Voltaire va-t-elle enfin parler? aura-t il quelque sympathie pour de si grandes infortunes? la liberté, la vie de ses concitoyens captifs pourront-elles au moins l'intéresser? Je ne veux point prévenir les impressions du lecteur sur les paroles que je vais rapporter; je le prie seulement d'être attentif et de ne point se laisser faire illusion par le ton facétieux de l'écrivain, qui sait dire les choses du monde les plus horribles, avec une perfection de grâce et d'urbanité plus horrible encore. Je me bornerai à citer.

I

« Ferney, 6 juillet 1774. — Si je questionnais le chevalier de Boufflers, je lui demanderais comment il a été assez *follet* pour aller chez ces malheureux confédérés, qui manquent de tout, et surtout de raison, plutôt que d'aller faire sa cour à celle qui va les mettre à la raison.

« Je supplie Votre Majesté de le prendre prisonnier de guerre, il vous amusera beaucoup; rien n'est si singulier que lui, et quelquefois si aimable. Il vous fera des chansons, il vous dessinera, il vous peindra, non pas si bien que mes colons de Ferney vous ont peinte sur leurs montres, mais il vous barbouillera.

II

« Ferney, 18 oct. 1774. — Madame, je n'écris point par cette poste à Moustapha; permettez-moi de donner la préférence à Votre Majesté impériale; il n'y a pas moyen de parler à ce gros cochon, quand on peut s'adresser à l'héroïne du siècle. *J'ai le cœur navré de voir qu'il y a de mes compatriotes parmi ces fous de confédérés.* Nos Veleches n'ont jamais été trop sages; mais du moins ils passaient pour galants, et je ne sais rien de si grossier que de porter les armes contre vous. Cela est contre les lois de la chevalerie. Il est bien honteux et bien fou qu'une trentaine de blancs-becs de mon pays aient l'impertinence de vous aller faire la guerre, tandis que deux cent mille Tartares quittent Moustapha pour vous servir. Ce sont les Tartares qui sont

polis, et les Français sont devenus des Scythes. Daignez observer, madame, que *je ne suis point Velche; je suis Suisso, et si j'étais plus jeune, je me ferais Russe.* »

III

« *Ferney, 1^{er} janv. 1772. — Une autre peste est celle des confédérés de Pologne; je me flatte que Votre Majesté impériale les GUÉRIRA DE LEUR MALADIE CONTAGIEUSE. Nos chevaliers Velches, qui ont été porter leur inquiétude et leur curiosité chez les Sarmates, DOIVENT MOURIR DE FAIM, S'ILS NE MEURENT PAS DU CHARBON. Voilà une plaisante croisade qu'ils ont été faire! cela ne servira pas à faire valoir la prudence et la galanterie de ma chère nation.....*

« *Votre admirateur et votre très-humble et très-passionné serviteur,*

« *Le vieux malade de Ferney.* »

IV

« *Ferney, 6 mars 1772. — Madame, j'ai été sur le point de délivrer pour jamais Votre Majesté impériale de l'ennui de mes inutiles lettres. Permettez qu'en recouvrant ma faible santé pour un temps bien court, je mette à vos pieds mes respects et mes chagrins. Ces chagrins sont que des gens de ma nation s'avisent d'aller combattre chez les Sarmates, contre un roi légitimement élu, plein de vertu, de sagesse et de bonté, avec lesquels ils n'ont rien à démêler, et qui ne les connaît pas. Cela me parait le comble de l'absurdité, du ridicule et de l'injustice.....* »

V

« *Ferney, 12 mars 1772. — Tout mon chagrin est d'être dans un âge à ne pouvoir être témoin de tous vos triomphes en tant de genres, et d'être obligé de m'en rapporter à la voix de l'Europe.*

« *J'ai bien un autre chagrin, c'est que mes compatriotes soient dans Cracovie au lieu d'être à Paris. Je ne peux pas dire que je souhaite qu'ils vous soient présentés, avec le grand-estir, par quelques-uns de vos officiers : cela ne serait pas honnête, et on dit qu'il faut être bon citoyen; j'attends le dénouement de cette affaire.* »

VI

« *Ferney, 29 mai 1772. — Nos extravagants de chevaliers errants, qui ont couru, sans mission, vers la zone glaciale, combattre pour le liberum veto, MÉRITENT ASSURÉMENT TOUTE VOTRE INDIGNATION; mais les dévots à Notre-Dame-Czenstokova, sont cent fois plus coupables. Du moins nos don Quichottes velches ne peuvent se reprocher ni bassesse ni fanatisme; ils ont été très-mal instruits, très-imprudents et très-injustes.* »

VII

« *Ferney, 31 juillet 1772. — Madame, il y a bien longtemps que je n'ai osé importuner Votre Majesté impériale de mes utiles lettres. J'ai présumé que vous étiez dans le commerce le plus vif avec Moustapha*

et les confédérés de Pologne. Vous les rangez tous à leur devoir, et ils doivent vous remercier tous de leur donner, à quelque prix que ce soit, la paix dont ils avaient très-grand besoin...

« Je présume aussi que Votre Majesté n'a point fait faire le voyage de Sibérie à nos étourdis de Français, qui sont été en Pologne où ils n'avaient que faire. »

La voilà l'humanité de Voltaire! La voilà ; c'est ainsi qu'elle prêchait la clémence aux souverains! Au milieu des premiers éni- vrements de la victoire, lorsque la vie de tant d'hommes, nos concitoyens ou nos amis, dépend de la volonté d'un instant, d'un bon ou d'un mauvais conseil, d'une parole de paix ou d'une inspi- ration méchante, c'est alors que Voltaire donne à sa correspon- dance une activité inaccoutumée, que ses lettres se précipitent les unes sur les autres, pour empêcher qu'un sentiment de pitié gé- néreuse n'entre dans le cœur de Catherine. Il irrite sa colère, il provoque sa vengeance. Son esprit s'épuise en quolibets sanglants, en ironies meurtrières, en insinuations atroces. Le tigre mosco- vite est là, qui tient sa proie couchée dans ses ongles. Voltaire le pique par derrière à coups d'aiguillon redoublés, pour exciter sa fureur trop lente. Qui pourra nous accuser d'exagération? Les preuves existent, positives, signées, incontestables; leur froide cruauté rend toute exagération impossible, et tout commentaire inutile. Je demande la liberté de les rappeler sommairement :

Je supplie Votre Majesté de le faire prisonnier de guerre (le chevalier de Boullers); *il vous amusera beaucoup, il vous fera des chansons, il vous dessinera, il vous peindra, il vous barbouillera.* — *J'ai le cœur navré de voir qu'il y a de mes compatriotes parmi ces fous de confédérés; je ne sais rien de si grossier que de porter les armes contre vous. — Il est bien honteux et bien fou qu'une trentaine de blancs-becs de mon pays aient l'impertinence de vous aller faire la guerre; cela me paraît le comble de l'absurdité, du ridicule et de l'injustice. — Les Français sont devenus des Scythes. Daignez observer, madame, que je ne suis point Velche; je suis Suisse, et, si j'étais plus jeune, je me serais Russe. — Une autre peste est celle des confédérés de Pologne; je me flatte que Votre Majesté impériale les guérira de leur maladie contagieuse. — Nos chevaliers Velches, qui ont été porter leur inquiétude et leur curiosité chez les Sarmates, doivent mourir de faim, s'ils ne meurent pas du charbon. — Je ne veux pas dire que je souhaite qu'ils vous soient présentés avec le grand visir, par quelques-uns de vos officiers (mot à mot, qu'ils soient étranglés); cela ne serait pas honnête, et on dit qu'il faut être bon citoyen. — Je présume que Votre Majesté n'a*

point fait faire le voyage de Sibérie à nos étourdis de Français, qui ont été en Pologne, où ils n'avaient que faire (et si, par hasard, vous l'aviez fait, tant pis!). — Nos extravagants de chevaliers errants MÉRITENT ASSURÉMENT TOUTE VOTRE INDIGNATION.

Que dire après tant d'atrocités et d'horreurs? L'expression manque au mépris; l'indignation même devient impossible. L'esprit tombe dans la consternation; on n'ose croire ce qu'on lit. Le grincement de cette voix homicide a quelque chose qui n'est pas de l'homme. Ce rire aigu, au milieu de tant de tristesse et d'infortunes, ces railleries immondes qui s'acharnent à de si formidables malheurs, cela fait mal, cela fait peur. Qui expliquera par quel charme cet esprit mauvais a pu séduire ainsi la multitude, et obtenir plus de louanges et d'honneurs que n'en obtint jamais la vertu? Sera-t-il donc impossible de lever le voile et de montrer à la France, dans sa honteuse nudité, le dieu qu'elle encense!

Il ne s'agit point de religion. Il s'agit d'honneur, de patriotisme; il s'agit de ce qui fait l'honnête homme, le bon citoyen; il s'agit des vertus publiques et sociales; il s'agit de nationalité, de liberté, d'humanité; il s'agit, enfin, de tout ce qui est beau, grand et saint dans ce monde: et c'est sur tout cela, pour dire ma pensée sans hésiter, que Voltaire me paraît UN PAUVRE HOMME, LE DERNIER DES HOMMES.

Si quelqu'un veut me contredire, je lui demanderai de me chercher ailleurs, parmi les scélérats du plus haut comme du plus bas étage, un homme qui ait écrit quatre lignes pareilles à celles que je viens de citer, et dont on pourrait composer des volumes.

IV.

VOLTAIRE ET D'ALEMBERT.

Le 22 novembre 1772, Catherine écrivait à Voltaire :

« Monsieur, j'ai reçu votre lettre du 2 novembre, lorsque je répondais à une belle et longue lettre que M. d'Alembert m'écrivit, après un silence de cinq ou six ans, et dans laquelle il réclame, au nom des philosophes et de la philosophie, *les Français faits prisonniers en différents endroits de la Pologne.* »

Lorsque, dans le cours de mes lectures, j'arrivai à ce passage de la correspondance de Catherine, je me sentis soulagé. Au milieu de tant de barbaries et d'action et de langage, je rencontrais enfin un sentiment de pitié généreuse, j'entendais une voix d'homme

qui parlait à mon cœur. C'était bien peu, cependant, lorsque tout un peuple opprimé et mutilé criait vengeance; lorsqu'on pouvait parler si haut et si fort au nom de la justice et du droit; lorsqu'il aurait fallu soulever l'humanité tout entière contre cet attentat monstrueux: oui, c'était peu de n'élever qu'une voix suppliante et timide, pour demander grâce à la violence triomphante, et grâce seulement pour ses concitoyens. C'était peu, surtout, pour des hommes et pour une philosophie qui affichalent des sentiments si beaux, et qui prétendaient restituer au genre humain ses titres de liberté perdus. Mais enfin, si peu que ce fût, j'étais heureux de le trouver, de pouvoir en faire honneur et à l'homme, et au temps, et à la philosophie. J'espérais même que des recherches plus étendues, faites dans la correspondance intime de d'Alembert, me montreraient une plus grande générosité d'âme, et que, s'il n'avait osé parler à Catherine que de pardon, sa voix, plus libre avec ses amis, n'aurait pas oublié les droits éternels de la justice et de la liberté. Je me mis donc à chercher, et je le faisais avec bonheur. Mais tout à coup mon âme attristée retomba sur elle-même, quand je ne trouvai plus devant moi que l'amour-propre misérable d'un rhéteur, une astuce honteuse, et la plus lâche des hypocrisies!!

Je supplie le lecteur de me suivre jusqu'au bout de cette histoire; même après ce qui ce précède, elle soutiendra l'intérêt. Il y a, dans cette petite anecdote, un raffinement d'art philanthropique qui sort du commun.

Je reprends.

Après avoir annoncé à Voltaire la lettre qu'elle avait reçue de d'Alembert, Catherine ajoutait: « Le billet ci-joint contient ma réponse. » Je n'ai pu retrouver ce billet; il n'existe pas dans la correspondance. Voltaire se contente d'en donner avis à d'Alembert, qui en avait reçu de son côté un duplicata; mais ni l'un ni l'autre ne le rapportent. On voit seulement, d'après ce qu'en dit d'Alembert, que *la belle Cateau esquiva la requête, faisant semblant de ne pas entendre*. Or, cette *belle Cateau* ainsi nommée sans pudeur, n'est autre que la grande Catherine: *Allah Catharina! te Catharinam laudamus, te dominam confitemur*. On lui écrivait le matin: *ma grande impératrice, ma souveraine, mon héroïne, ma Sémiramis*; et le soir, avec l'ami d'Alembert, dans la liberté du secret et le sans- façon de la philosophie, la grande impératrice devenait *la belle Cateau*, et quelquefois *Cateau* tout court; comme ces jeunes reines pimpantes des Mille et une Nuits qu'un coup de baguette change en vieilles puantes et édentées. C'est dans ce style

familier que le héros de Roshach s'appelait *Attila-Cottin*. Voltaire se plaisait à ces jongleries : il est curieux de voir, dans toute sa correspondance, comment il écrivait aux gens et comment ensuite il parlait d'eux, il pratiquait cet amusement philosophique à peu près envers tout le monde. C'eût été un spectacle singulier, si tous ses correspondants avaient pu communiquer entre eux à un moment donné, et se révéler réciproquement les confidences intimes qu'ils avaient tous les uns des autres. Quel coup de comédie et quel ébahissement universel ! Je livre au mépris qu'elle mérite cette tartuferie indigne, qui se joue de tout le monde, et trompe toutes ses amitiés les unes par les autres. Toutefois je ne saurais plaindre Catherine transformée en Cateau : c'est cruel, mais c'est mérité.

Tant que dura sa négociation avec Catherine, pour obtenir le renvoi des prisonniers français, d'Alembert ne cessa d'en entretenir Voltaire dans toutes ses lettres, lui faisant part de ses craintes, et le priant instamment de lui venir en aide. Il y eut, à ce sujet, une longue et curieuse correspondance entre *Bertrand* et *Raton*. Bertrand et Raton ! noms illustres dans la philosophie, qui surprennent peut-être votre science historique, et dont je dois vous dire tout de suite la généalogie, parce qu'ils reviendront sans cesse dans cette grave correspondance.

Voltaire écrivait donc un jour à d'Alembert :

« 4 janvier 1773. — Je suppose que je dois une réponse à M. Condorcet ; il ne signe point, et je prends quelquefois son écriture pour une autre. Cette méprise même m'est arrivée avec vous, mon cher philosophe ; je crois qu'il faudrait avoir l'attention de mettre au bas de ce qu'on écrit la première lettre de son nom ou quelque autre monogramme pour le soulagement de ceux qui ont mal aux yeux comme moi. Par exemple, je signe *Raton*, et *Raton* aime *Bertrand* de tout son cœur. »

Depuis ce jour, Raton et Bertrand ne se connurent plus que sous ce nom, et s'aimèrent ainsi d'un cœur fidèle, leur vie durant.

Voici la réponse de Bertrand-d'Alembert à Raton-Voltaire, au sujet de la belle *Cateau*.

« Paris, 18 janvier 1773. — Vous voyez que ce pauvre Bertrand n'est pas heureux. Il avait demandé à la belle *Cateau* de rendre la liberté à cinq ou six pauvres *étourdis Velches* ; il l'en avait conjuré au nom de la philosophie ; il avait fait, au nom de cette malheureuse philosophie, le plus éloquent plaidoyer que de mémoire de singe on ait jamais fait ; et *Cateau* fait semblant de ne pas l'entendre ; elle esquive la requête ; elle répond que ces pauvres *Velches*, dont on demande la liberté, ne sont pas si malheureux qu'on l'a cru. Ne

dites pourtant mot, d'ici à six semaines, de la réponse de Cateau ; car *Bertrand ne s'en est pas vanté et ne l'a montrée à personne*. Il a écrit une seconde lettre, *le plus éloquent ouvrage qui soit jamais sorti de la tête de Bertrand* ; il attend impatiemment l'effet de ce nouveau plaidoyer et ne désespère pas même du succès. Raton devrait bien se joindre à Bertrand et représenter à la belle Cateau combien il serait digne d'elle de donner cette consolation à la philosophie persécutée. »

Raton répond :

« *Ferney, 12 février 1775.* — Les gens en place n'aiment pas qu'on les fatigue. L'étoile du nord n'est pas de ce caractère. Vous demandez si bien et si noblement, que probablement vous ne serez pas refusé deux fois. *Vous croyez bien que j'ai vanté à cette étoile la noblesse de votre âme et de votre procédé.* J'avais bien beau jeu, et vous savez bien encore qu'elle n'a pas besoin qu'on lui fasse sentir tout ce qu'il y a de grand dans une telle démarche. »

Bertrand répond :

« *6 avril 1775.* — Pour remercier Raton de ses bons marrons, Bertrand ne lui renvoie que des marrons d'Inde. Il est impatient de savoir comment Cateau aura trouvé le dernier marron du 31 décembre (la seconde lettre de Bertrand). Raton devrait bien écrire à Cateau que ce marron est meilleur à manger qu'elle ne croit, et que si elle y faisait honneur, *tous les Raton et les Bertrand feraient pour elles des tours et des gambades.* Bertrand et ses confrères embrassent et remercient Raton de tout leur cœur. »

La réponse de la belle Cateau au marron du 31 décembre est enfin arrivée, peu satisfaisante, hélas ! mais si spirituelle et si glamment tournée ! Raton, qui l'a reçue, se hâte d'en faire part au pauvre Bertrand, et de le consoler.

« *19 avril 1773.* — Il faut, mon cher et grand philosophe, que je vous fasse part d'une petite anecdote. Voici ce que *la personne très-singulière* me mande :

« *J'ai reçu de lui une seconde et troisième lettres sur le même sujet ; l'éloquence n'y est pas épargnée : mais que ne plaide-t-il aussi pour les Turcs et pour les Polonais ?... Il est vrai que les vôtres ne sont pas à Paris, mais aussi pourquoi l'ont-ils quitté ?... J'ai envie de répondre que J'AI BESOIN D'EUX POUR INTRODUIRE LES BELLES MANIÈRES DANS MES PROVINCES.*

« Je vous prie de me mander si on vous a écrit en effet sur ce ton. Je suis persuadé que, dans toute autre circonstance, on aurait fuit ce que vous auriez voulu. *Votre projet était admirable*, et vous aurait fuit un honneur infini, à vous et à la *sainte philosophie*. Vous voyez bien que ce n'est pas vous qu'on refuse, et que ce n'est pas aux philosophes qu'on s'en prend ; au contraire, *ce sont les ennemis de la philosophie que l'on veut punir de leurs manœuvres.* J'avais

eu la même idée que vous, il y a longtemps. Je consultai des gens au fait, qui craignirent même de me répondre. Je craindrais aussi de vous écrire, si la pureté de vos intentions et des miennes ne me rassurait contre le danger que courent aujourd'hui toutes les lettres. On ne verra jamais dans notre commerce *que l'amour du bien public, et des sentiments qui doivent plaire à tous les honnêtes gens*; ce sont-là les vrais marrons de Bertrand et de Raton. »

L'idée de faire retomber le refus de Catherine sur les *ennemis de la philosophie* est digne de Voltaire. Mais que dites-vous surtout de cet homme, qui, après avoir écrit les choses que vous savez, et celles que vous ne savez pas encore, affirme avec la sécurité de conscience la plus parfaite, qu'on ne trouvera jamais dans son commerce *que l'amour du bien public et des sentiments qui doivent plaire à tous les honnêtes gens*. Oh! SAINTE PHILOSOPHIE!

Raton était jaloux de l'heureuse idée de Bertrand, et tout en lui faisant les plus grands compliments, il agissait sous main auprès de Catherine, pour la faire échouer. Si vous hésitez à le croire, je puis lever vos doutes par un rapprochement de chiffres curieux.

C'est le 49 avril 1773 que Raton communiqua à Bertrand la réponse de la *personne très-singulière*, en lui témoignant tout son regret. Et le lendemain, 20 avril 1773, voici ce qu'il écrivait secrètement à cette même personne :

« 20 avril 1773. — Je ne vous demande pas de me dire si vous irez assiéger Andrinople, fort aisée à prendre; tandis que les troupes autrichiennes s'empareront de la Servie et de la Bosnie. *Ces secrets-là ne sont pas plus de ma compétence que le renvoi de vos chevaliers errants*. JE ME BORNE A DIRE, quand je lis, dans une de vos lettres, que vous voulez les garder quelque temps pour qu'ils enseignent les belles manières dans vos provinces. »

Ceux qui ne connaissent pas Voltaire peuvent le voir tout entier dans ce simple trait, en rapprochant la lettre écrite à d'Alembert et la lettre écrite à Catherine, à vingt-quatre heures d'intervalle. Voilà l'homme! voilà comment il intercédait auprès de Catherine! Voilà comment il remplissait les tendres prières de Bertrand, comment il vantait à l'étoile du Nord la noblesse de son âme et de son procédé! Cet amour du bien public et ces sentiments ne doivent-ils pas plaire à tous les honnêtes gens?

Raton, il faut en convenir, joue ici un vilain rôle. Savez-vous ce qui pourrait l'excuser un peu? C'est le rôle de Bertrand lui-même, plus vilain peut-être encore. Vous avez cru qu'il prenait quelque intérêt aux prisonniers français, qu'il demandait sin-

cèrement leur délivrance à Catherine. Il s'agit bien de cela ! Lisez plutôt, et voyez la noblesse de son *dme*. Sa réponse à Raton livre tout le secret de l'intrigue.

15 mai 1773. — Plus je relis l'extrait que vous m'avez envoyé de la lettre de Pétersbourg, plus j'en suis affligé. *Il était facile à cette personne de faire une réponse honnête, satisfaisante et flatteuse pour la philosophie, sans se compromettre en aucune manière et SANS ACCORDER CE QU'ON LUI DEMANDAIT, comme j' imagine aisément que les circonstances peuvent l'en empêcher.* Je vous aurais, mon cher ami, la plus grande obligation de me procurer cette réponse que je désire. Vous voyez par vous-même combien la cause commune en a besoin. Le déchaînement contre la raison et les lettres est plus violent qu' jamais. Faudra-t-il donc que la philosophie dise à la personne dont elle se croyait aimée : *Tu quoque, Brute !* Adieu, mon cher maître, la plume me tombe des mains, de douleur du mal qu'on lui fait en moi et d' indignation des trahisons qu'elle éprouve en vous. »

Voilà donc où devait aboutir ce grand fracas d'humanité ! Au mensonge, au pharisaïsme, à l'escobarderie, au plat et lâche amour-propre d'un rhéteur philosophe, qui demande tout haut ce qu'il dédaigne d'obtenir tout bas, et qui trafique d'humanité pour l'achalandage de sa littérature. Quelle pitié ! quelle pitié !

Bertrand et Raton terminent ici leur patelinage philosophique. Les malheureux prisonniers de Catherine deviendront désormais ce qu'ils pourront ; la philosophie les abandonne. Raton-Voltaire ne se soucie pas de tirer ces marrons-là du feu ; il s'amuserait plutôt à les y mettre. Quant à Bertrand-d'Alembert, il ne veut plus s'en occuper ; sa philanthropie a déjà trop fait, et il en a été trop mal payé. Il a écrit jusqu'à trois lettres, *les plus éloquentes de mémoire de singe*, sans obtenir le plus petit bout de réponse honnête et flatteuse, qu'il pût montrer à ses amis et faire lire au public. Un philosophe qui fait un beau discours est quitte envers l'humanité ; s'il en fait deux, il est généreux ; trois, il est sublime. Peu importe comment iront ensuite les affaires, ceci ne le regarde pas. Il a parlé, bien parlé ; c'est tout. Catherine ou Cateau fut vraiment bien sotte de ne pas voir ce que la tendre humanité de d'Alembert lui demandait, avec une modération si généreuse : *Une réponse, une simple réponse, honnête, satisfaisante et flatteuse pour la philosophie, sans se compromettre en aucune manière, et SANS ACCORDER CE QU'ON LUI DEMANDAIT.*

Car d'Alembert était raisonnable, quoique philosophe ; il s'imaginait aisément que les circonstances empêchaient de faire mieux. L'élargissement de quelques malheureux prisonniers était capable, en effet, de jeter le trouble dans toute l'Europe ! Malheu-

reusement, Catherine ne comprit pas ; non, elle ne comprit pas ; car elle n'était point femme, je vous assure, à refuser de faire de belles phrases en l'honneur de la philosophie, un peu de pathos même au besoin. Elle se plaisait à ce métier libéral, et le pratiquait assez bien, même pour son temps. Que n'aurait-elle pas fait, au reste, pour jouir *des tours et des gambades* que tous les Raton et les Bertrand promettaient, à cette condition, d'exécuter en son honneur ?

Permettez-moi, Bertrand, de vous le dire : tout rusé compère que vous étiez, vous fîtes une faute de ne pas joindre un petit billet détaché à votre plaidoyer, pour avertir secrètement Catherine de vos honnêtes intentions. Il est vrai que vous aviez chargé Raton de cet office, et que vous ne cessiez de l'en conjurer de la manière la plus tendre et la plus pressante. Mais vous auriez dû connaître Raton et vous mêler de lui. Raton faisait avec vous comme avec tout le monde ; Raton vous prenait pour un Velche ; Raton se moquait de vous ; Raton, enfin, vous trompait. Quoiqu'il vous ait écrit qu'il avait vanté *à l'étoile du Nord la noblesse de votre âme et de votre procédé*, je puis vous assurer qu'il n'en était rien. Il n'y a pas un mot de cela dans toute sa correspondance ; il ne répondit même pas à l'annonce qui lui fut faite par la belle Cateau de votre éloquent plaidoyer. Lorsque la susdite lui écrivait qu'elle avait envie de garder nos prisonniers, *pour apprendre les belles manières dans ses provinces*, l'honnête homme se bornait à rire!!

Et ce n'est pas tout encore, excellent et malheureux Bertrand, trahi par tout le monde. Le perfide Raton ne se bornait pas à *rire* à vos dépens, et aux dépens de ces pauvres chevaliers errants, qu'il trouvait très-bien placés dans leurs cachots ; Raton faisait pis encore ; et tandis que vous épuisiez pour eux votre plus belle éloquence *de mémoire de singe*, lui s'évertuait de son côté, avec la *grande femme*, à décider lequel vaudrait mieux, de les faire mourir par *la faim* ou par *le charbon*, par *la corde* ou par *la Sibérie*. On dit, Bertrand, que vous étiez malin ; mais je crois vraiment que vous étiez un peu bonhomme pour imaginer que Raton allait vous donner, devant toute l'Europe, les honneurs d'un pareil triomphe. Et puis, vous aviez oublié, je crois, de consulter Raton, ce qui était très-impertinent de votre part. Je regretterai cependant toujours que la belle Cateau n'ait pas compris la noblesse de votre procédé. La réponse honnête, satisfaisante et flatteuse, que vous désiriez si ardemment, ne se serait pas fait attendre ; l'honneur de la philosophie et des lettres aurait été

sauvé; votre beau plaidoyer, tristement perdu dans l'oubli, aurait vu le jour; vous auriez joui de votre gloire; le monde aurait vu votre crédit auprès de Catherine et votre éloquence; l'Académie aurait voté des compliments à l'humanité de son illustre secrétaire; les Bertrand et les Raton seraient allés à Saint-Pétersbourg exécuter leurs *gambades* devant l'étoile du Nord; tous les philosophes de l'univers auraient entonné d'une voix l'hymne connu : *Allah! Catharina, te Catharinam laudamus*; les Velches de tous les pays auraient admiré; l'Europe aurait applaudi; Voltaire se serait moqué des Velches, de l'Europe et de vous-même, et tout aurait été pour le mieux dans le meilleur des mondes possibles.

Qu'on ne demande pas ce que seraient devenus, pendant ce temps, nos prisonniers français dans les humides cachots de la Moscovie; s'ils seraient morts par la faim ou par le charbon, ou si on les aurait envoyés finir leurs jours ailleurs. Tout cela est trop sérieux, et il ne s'agit ici que d'une COMÉDIE!!

V.

VOLTAIRE ET ROME.

Rome était la protectrice naturelle de cette grande nation catholique du Nord, aux prises tout à la fois avec le schisme grec de la Russie, avec le protestantisme de Berlin, et avec le philosophisme impérial d'Autriche. Mais Rome politique n'était plus, hélas! que l'ombre d'elle-même; et quoiqu'on ait pu dire contre sa suprématie temporelle dans le gouvernement de l'Europe pendant huit siècles, il nous sera permis de la regretter, cette fois au moins : car cette nationalité sainte, que le monde entier pleure aujourd'hui, Rome l'aurait sauvée, si la Rome du dix-huitième siècle avait été encore la Rome du moyen âge.

Tout fut inutile, sans doute : les efforts de la Papauté, comme ceux des autres puissances alliées de la Pologne. Mais quand on combat pour la justice, il s'agit moins de réussir que de vouloir et de tenter. Ce qui honore ou ce qui flétrit, c'est le choix que l'on fait entre la liberté ou le despotisme, et le parti que l'on prend pour les opprimés ou pour les oppresseurs. Nous avons vu de quel côté se rangèrent les maîtres de la philosophie, grands apôtres pourtant d'humanité, qui publiaient de bien beaux livres, certes, et faisaient des discours bien éloquents sur la matière.

Rome parlait un peu moins de liberté et d'humanité, et les défendait mieux. Son intervention dans les affaires de la Pologne fut assez active et assez puissante pour donner l'alarme à Voltaire, qui ne cesse de la dénoncer à Catherine comme l'âme de tout ce qui se faisait pour le salut de ce malheureux pays. Mais ce qu'il serait impossible d'imaginer, ce qui renverse le sens, c'est l'effronterie hyper-philosophique avec laquelle il cherche à donner le change, en déclamant encore ici contre l'intolérance de l'Église. Hâtons-nous de citer, et que l'apologie de Rome sorte cette fois de la bouche de son plus perfide adversaire.

Voltaire écrit à Catherine.

« Ferney, 26 fév. 1769. — Madame, soyez sûre que personne n'aura dans la postérité un plus grand nom que vous ; mais, au nom de Dieu, battez les Turcs malgré le nonce du pape en Pologne, *qui est si bien avec eux.* »

Et dans la lettre suivante :

« Ferney, 27 mai 1769. — Si j'étais un jeune empereur des Romains, la Bosnie et la Servie me verraient bientôt, et je viendrais ensuite vous demander à souper à Sophie ou à Philoppolis de Romanie, après quoi nous partagerions à l'amiable. Je vous supplierais de permettre que le nonce du pape en Pologne, *qui a déchainé si subitement les Turcs contre la tolérance*, fût du souper ; car je suppose qu'il serait votre prisonnier. Je crois, madame, que Votre Majesté lui en dirait tout doucement de bonnes sur *l'horreur et l'infamie d'avoir excité une guerre civile*, pour ravir aux dissidents les droits de la patrie, pour les priver d'une liberté que la nature leur donnait, et que vos BIENFAITS leur avaient rendue ; *je ne sais rien de si honteux et de si lâche dans ce siècle*. On dit que *les Jésuites polonais ont une grande part aux Saint-Barthelemy continuelles qui désolent ce malheureux pays*. Ma seule consolation est d'espérer que ces turpitudes horribles tourneront à votre gloire. Ou je me trompe fort, ou vos ennemis ne seront parvenus qu'à faire graver sur vos médailles : *Triomphatrice de l'empire ottoman et pacificatrice de la Pologne.* »

Et dans une autre lettre encore, quelques mois plus tard :

« 2 septembre 1769. — Il est vrai que Votre Majesté a deux grands ennemis, le Pape et le Padisha des Turcs.... Votre vieux chevalier conçoit bien, madame, qu'il y a dans les confédérés de Pologne quelques fanatiques ensorcelés par des moines. Les croisades étaient bien ridicules ; mais qu'un nonce du Pape ait fait entrer le grand Turc dans sa croisade contre vous, cela est *digne de la farce italienne*. Il y a là un mélange d'horreur et d'extravagance dont rien n'approche... »

Résumons cette éloquence. Ainsi donc, au jugement de M. de Voltaire, la guerre de l'indépendance polonaise était 1° une guerre de fanatiques contre la tolérance ; 2° une guerre d'ingrats

contre les *bienfaits* de Catherine; 3° une *horreur*; 4° une *infamie*; 5° ce qu'il y eut de *plus honteux* et de *plus lâche* dans tout le dix-huitième siècle, qui ne fut certes pas un siècle très-honnête ni très-brave; 6° une *saint-Barthélemi continuelle*; 7° une *turpitude horrible*; 8° une *farce italienne*; 9° enfin, un *mélange d'horreur et d'extravagance dont rien n'approche*. Et qui était coupable de tout cela? Rome et les Jésuites. Oui, en effet, Rome et les Jésuites sont bien coupables, cette fois, de tout ce que leur reproche Voltaire, et son indignation n'est que trop légitime.

Voilà pourtant comme se fabriquait l'histoire au xviii^e siècle! C'est dans cet esprit de bonne foi, de justice et d'intelligence qu'est écrit tout le volumineux *Essai sur les mœurs et l'esprit des nations*. Et tout cela a été pris, et bon nombre de gens le prennent encore pour de l'histoire! Il est parlé dans la Bible d'un certain prophète venu pour maudire le peuple de Dieu, et qui le bénissait sans s'en douter. Voltaire, qui s'est tant moqué de ce prophète, se trouve pris au même piège : ses injures retombent en bénédictions, et sa *passion* pour Catherine a trompé cette fois sa haine même contre l'*infâme*.

Mais voici la colère du seigneur de Ferney qui se change en jubilation. L'impératrice lui a donné avis de ses victoires sur les Turcs. Il répond :

« *Ferney, 30 octobre 1769.* — Je suis réellement, madame, au comble de la joie; je suis enchanté; je vous remercie, et, pour ajouter à mon bonheur, vous devez toute cette gloire à monsieur le nonce, s'il n'avait pas déchaîné le diable contre Votre Majesté, vous n'auriez pas vengé l'Europe. »

« *Ferney, 2 janvier 1770.* — Suis-je assez heureux pour que les troupes de Votre Majesté aient pénétré d'un côté jusqu'au Danube, et de l'autre jusqu'à Erzeroum? Je bénis Dieu, madame, quand je songe que vous devez tout cela à l'évêque de Rome et à son nonce apostolique; il ne s'attendait pas qu'il vous rendrait de si grands services. »

Non; Rome ne croyait pas, en effet, servir si bien la Russie; elle laissait volontiers cet honneur à la bravoure des philosophes.

Un grand et saint pontife, Clément XIII, occupait alors le siège de St-Pierre. La Pologne fut l'objet constant de sa sollicitude, pendant toute la durée de son règne. Les monuments nombreux de son zèle et de son courage pour cette grande cause nationale, méritent la reconnaissance et l'admiration de l'univers. L'histoire politique de Rome n'a rien de plus beau, peut-être, et de plus glorieux. Lorsque tous les gouvernements de l'Europe étaient hostiles, indifférents ou lâches; lorsque les philosophes et

les lettrés, qui gouvernaient alors le monde, connaissent servilement avec l'usurpation, il fut beau de voir Rome se lever, pour ainsi dire, toute seule, au milieu de la défection générale, signaler au monde entier cette iniquité monstrueuse, convier tous les rois catholiques de l'Europe à une sainte croisade pour leurs frères de Pologne, et aller chercher de l'appui jusque chez les puissances étrangères à sa foi. Voltaire disait vrai : c'est à l'évêque de Rome qu'on devait tout cela. Pendant que les puissances schismatiques du nord, la Russie, la Prusse, l'Angleterre, la Suède, le Danemark et la Norvège, formaient contre le catholicisme cette alliance hérétique que Catherine appelait avec complaisance l'alliance du nord, l'évêque de Rome songeait et travaillait de son côté à lui opposer l'alliance catholique des puissances du midi. Les trois lettres que nous allons rapporter, la première au roi de France Louis XV, la seconde au roi d'Espagne Charles III, et la troisième à l'empereur d'Autriche Joseph II, furent inspirées par cette pensée, trop grande malheureusement et trop généreuse pour un tel siècle et de tels rois. Ces témoignages illustres du zèle de la Papauté pour la défense de la justice et de la liberté des peuples devront rester dans l'histoire¹.

I. LETTRE DU PAPE CLÉMENT XIII A LOUIS XV, ROI DE FRANCE.

« Notre très-cher fils en Jésus-Christ, salut et bénédiction apostolique.

« Telle est la bonne opinion que nous avons, et que nous avons toujours eue de Votre Royale Majesté, et de son zèle pour la Religion catholique, que nous ne recourons jamais à vous avec une plus grande confiance d'obtenir ce que nous demandons, que lorsque nous implorons votre puissant secours pour la défense de la religion partout où elle peut courir quelque danger. Notre amour paternel pour vous semble aussi commander que, désireux de votre véritable et solide gloire, nous vous signalions les occasions où le fils aîné de l'Eglise pourra donner de plus glorieuses et plus illustres marques de sa piété envers sa sainte mère. Votre Majesté sait que tous les peuples éclairés de la lumière de l'Evangile, ne forment qu'un seul corps, qui est l'Eglise catholique, dont Jésus-Christ est le chef, selon cette parole de saint Paul : nous avons tous été baptisés dans le même esprit, pour former un même corps, juifs et

¹ Ces trois lettres sont traduites littéralement sur l'original latin, relaté dans le beau livre de M. Theiner sur les Vicissitudes de l'Eglise catholique en Pologne et en Russie; chez MM. Sagnier et Bray, rue des Saints-Pères, à Paris.

« *gentils, esclaves et libres.* C'est pourquoi, si un membre de ce
« corps a quelque souffrance, il faut que tous les autres membres
« souffrent avec lui. Aussi sommes-nous sûrs d'avance, notre
« très-cher fils en Jésus-Christ, que vous n'aurez pas appris, sans
« en être ému, les peines et les angoisses de vos frères de Po-
« logne, et l'extrême danger où se trouve, en ce pays, la Religion
« catholique. Les Dissidents ont mis tout en œuvre pour affaiblir,
« dans ce royaume, la foi catholique, pour renverser de fond en
« comble les lois les plus saintes, et pour changer la consti-
« tution de la république, d'où dépend aussi le sort de la re-
« ligion catholique. Nous pensons, notre très-cher fils en Jésus-
« Christ, que quiconque comprendra les maux de ce pays, et aura
« comme vous un cœur dévoué à la foi orthodoxe, n'hésitera pas
« d'employer tous ses soins pour écarter de l'Eglise cette cala-
« mité. Et qui n'avouera que c'est surtout à vous qu'il appar-
« tient de la délivrer le premier de ce péril; à vous qui
« êtes né pour faire du bien à tous les peuples, et qui avez
« reçu de Dieu la sagesse et l'intelligence, jointes à de très-
« grandes ressources et à une grande puissance. Dieu vous a
« donné tous ces biens, notre très-cher fils, principalement
« pour défendre sa cause, pour augmenter la gloire de Jésus-
« Christ, et pour éloigner par votre autorité les violences qui
« menacent l'Eglise son épouse et votre bonne Mère. C'est à
« votre prudence de voir par quelle voie il sera plus facile d'at-
« teindre ce but. Quant à nous, nous croyons avoir rempli le
« devoir de notre charge, en vous exhortant et cherchant à ani-
« mer votre ardeur pour que vous saisissiez cette gloire qui pa-
« rait appartenir en propre au fils aîné de l'Eglise, et en priant
« Dieu qu'il vous comble de ses biens. Nous vous accordons,
« dans toute l'affection de notre cœur paternel, la bénédiction
« apostolique. *Donné à Rome, à Sainte-Marie-Majeure, sous
« l'anneau du pêcheur, le 30 avril 1767, la neuvième année
« de notre pontificat.* »

II. LETTRE DU PAPE CLÉMENT XIII A CHARLES III, ROI
D'ESPAGNE.

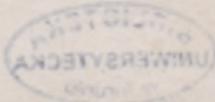
« Notre très-cher fils en Jésus-Christ, salut et bénédiction
« apostolique.

« Il nous a été apporté la nouvelle très-affligeante, que la répu-
« blique de Pologne, après avoir donné dans ses derniers co-
« mices, une preuve illustre de son zèle ardent pour l'Eglise ca-
« tholique, était maintenant en butte aux vexations et à l'op-
« pression des Dissidents, qui abusant de la protection de princes
« très-puissants, font tous leurs efforts pour ébranler la vraie
« foi dans ce royaume, et détruire la constitution de la ré-
« publique. Dans le trouble extrême où sont les affaires de Po-
« logne, notre charge apostolique nous oblige de venir par tou-
« les moyens au secours de la religion qui menace ruine, et

« d'implorer le secours des princes catholiques pour cette nation orthodoxe dont le sort émeut notre compassion. Comme
« Votre Majesté occupe parmi ces princes un rang élevé, et
« qu'elle doit avoir surtout à cœur de faire fleurir partout le
« règne de Jésus-Christ, nous nous adressons à votre religion,
« et nous vous conjurons dans le Seigneur, afin que vous veniez au secours de cette nation également illustre et irréprochable, et que vous y employiez toutes vos ressources et tout
« votre zèle, selon les conseils de votre sagesse. Quoi de meilleur pour vous préparer la voie qui conduit au salut éternel ;
« Quoi de plus digne de votre reconnaissance envers Dieu, que
« de faire servir l'autorité que vous donnent vos richesses et
« votre puissance, à soulager vos frères en Jésus-Christ qui
« combattent pour la gloire de ce même Seigneur Jésus, de qui
« vous avez reçu et votre souveraineté et votre immense empire, afin de défendre et d'augmenter sa gloire ? Nous accordons
« affectueusement notre bénédiction apostolique à votre royale
« Majesté. *Donné à Rome, à Sainte-Marie-Majeure, sous l'anneau du pêcheur, le 30 avril 1767, la neuvième année de
« notre pontificat.* »

III. LETTRE DE CLÉMENT XIII A JOSEPH II, EMPEREUR
DES ROMAINS.

« Notre très-cher fils en Jésus-Christ, salut et bénédiction apostolique.
« Vivement inquiets des dangers dont la foi catholique
« est entourée dans le royaume de Pologne, et n'ayant point de
« troupes à notre disposition pour la secourir, nous avons pensé
« de recourir à votre majesté impériale, à qui il appartient
« en propre de défendre l'Eglise catholique ; et c'est à votre
« piété que nous nous adressons en ce moment, pour l'exciter à
« secourir cette nation, dans la détresse extrême où elle se trouve.
« Vous n'ignorez pas, notre très-cher fils en Jésus-Christ, ce
« que les Dissidents méditent contre la religion catholique, et
« quels malheurs nous devons redouter pour la piété et pour le
« vrai culte de Dieu, si, ce qu'à Dieu ne plaise, leurs efforts
« viennent à réussir. Non contents, en effet, de la tolérance équitable dont ils jouissent selon les lois du pays, ils en sont venus
« à cet excès d'audace, qu'ils prétendent imposer eux-mêmes à
« la République des lois nouvelles et funestes aux catholiques, et
« qu'ils exigent de cette République libre et orthodoxe, les mêmes
« privilèges qui sont partout refusés aux catholiques par les princes
« séparés de notre foi : Or la justice elle-même crie que chacun
« doit supporter sans se plaindre les exemples qu'il donne. Mais
« les princes catholiques, et vous plus que tous les autres,
« doivent considérer surtout que si les Dissidents viennent à s'emparer du pouvoir, le catholicisme lui-même en sera grandement
« affaibli et réduit presque à rien. C'est pourquoi, vous qui tenez



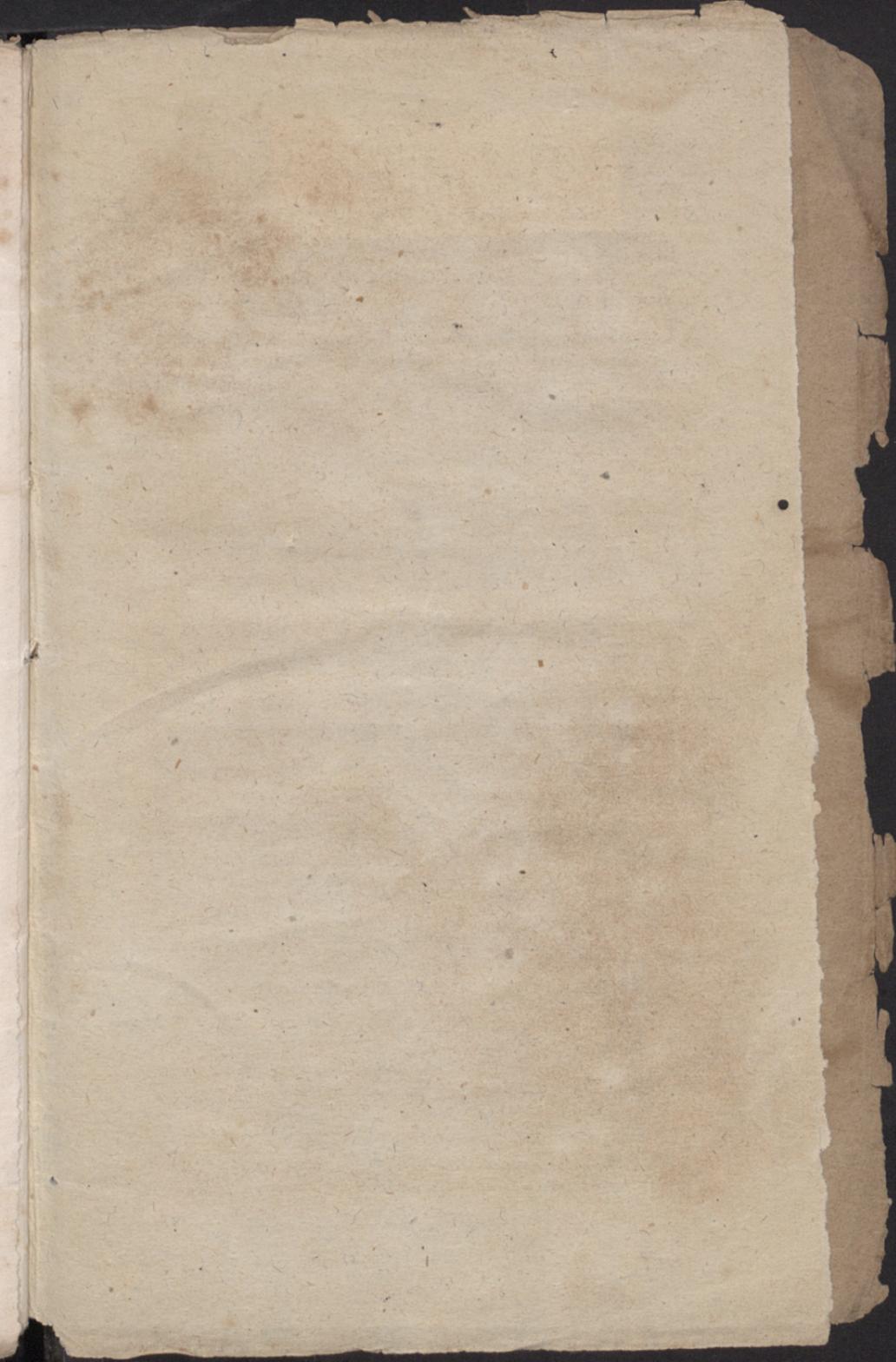
« la première place dans la *république chrétienne*, et qui êtes
« établi gardien et vengeur de l'Église catholique, nous vous prions
« dans le Seigneur, et nous vous conjurons d'employer toute
« votre sagesse, votre zèle et tous vos soins, afin de délivrer de
« l'hérésie qui le menace le troupeau du Seigneur qui est dans ce
« royaume. Et certainement votre propre dignité le demande, et
« votre grandeur d'âme vous y convie, ne pouvant espérer de plus
« grande gloire que de venir au secours de cette nation illustre.
« Mais ce qui est beaucoup plus important pour vous, c'est qu'en
« prenant sollicitude pour le salut éternel des chrétiens qui sont
« vos voisins, vous rendez plus certaine l'espérance de votre
« propre salut. Nous accordons à votre majesté, dans toute l'affec-
« tion de notre cœur paternel, notre bénédiction apostolique.
« *Donné à Rome, à Sainte-Marie-Majeure, sous l'anneau du pé-*
« *cheur, le 30 avril 1767, la neuvième année de notre pon-*
« *tificat.* »

On remarquera que ces trois lettres sont datées du même jour : c'est l'éveil donné à toutes les royautes catholiques par l'évêque de Rome ; c'est le cri d'alarme parti du Vatican pour toute l'Europe, à la même heure. Si la parole de Rome resta sans force, à qui la faute ?

Et revenant à cette « grande question de liberté, d'honneur, d'humanité et de civilisation, » que nous posions au commencement de cet écrit, nous demanderons de nouveau qui a failli dans la France du XVIII^e siècle ; et qui a été fidèle : ou la Politique, ou la Philosophie ; ou l'Église ? Il est juste que chacun porte la honte, comme la gloire de son passé.

Les temps ont marché, je le sais. Bien des sympathies sont venues depuis à la Pologne ; mais celles de Rome ont été les plus anciennes et les plus fidèles. Encore quelques années d'usurpation heureuse, et la politique humaine ne se souviendra plus de la Pologne, que dans ses chartes et ses histoires ; mais le cœur de Rome ne l'oubliera jamais. Et tant qu'il y aura, au milieu de ces vastes plaines catholiques, ou dans un presbytère obscur un pauvre prêtre récitant son bréviaire, ou dans le coin de quelque monastère délabré une simple religieuse égrenant son chapelet, ou sous un chaume inconnu un grossier paysan dessinant de son pouce au milieu de son front le signe des chrétiens ; il ne faudra jamais dire que la violence a triomphé, et que le jour de la justice ne viendra pas : car les nationalités catholiques sont éternelles, comme leur mère l'éternelle Rome ; et après mille ans, elles sortent de leur tombeau.



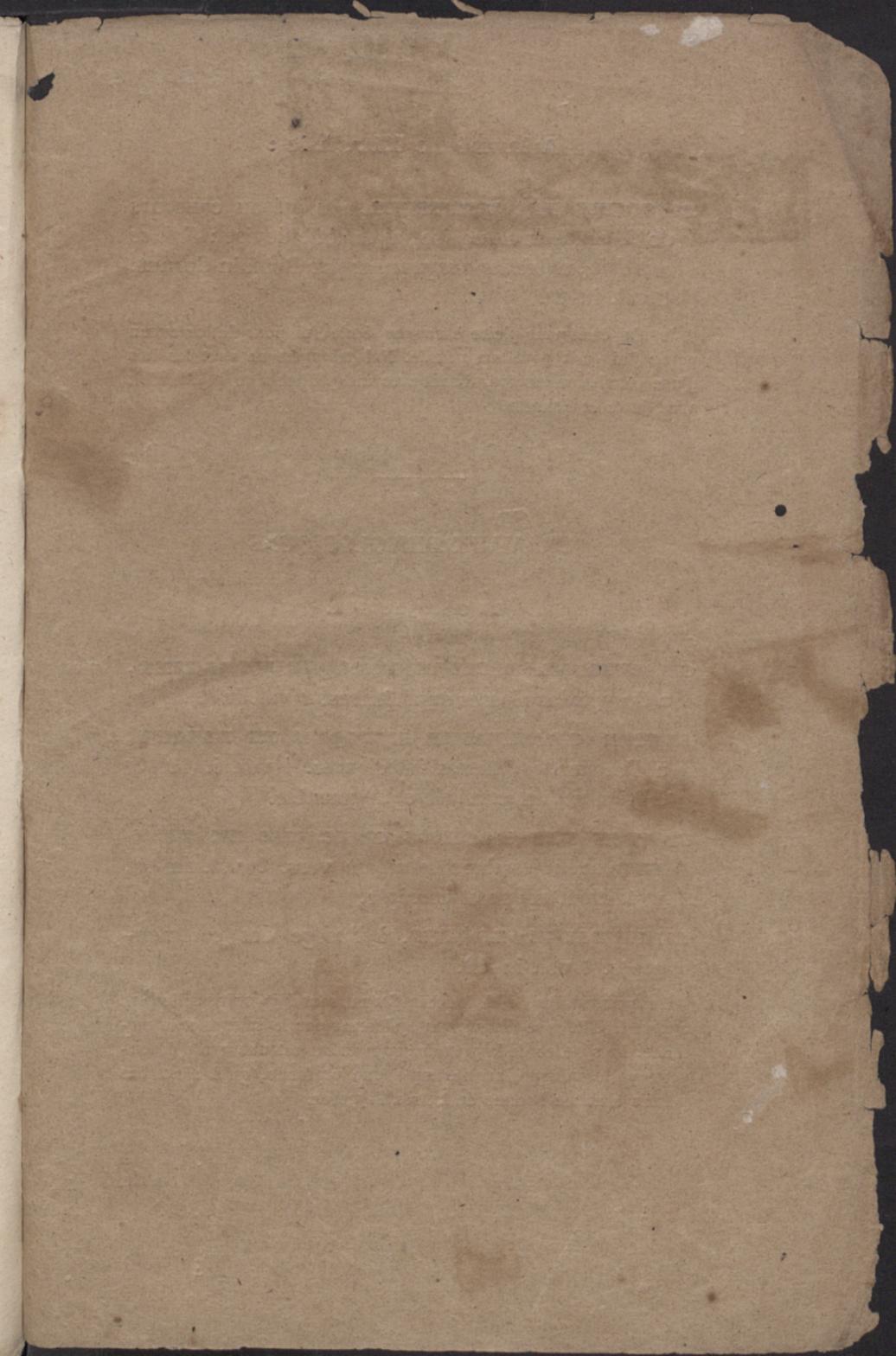


50, 1

Biblioteka Główna UMK



300048156933





à la même librairie :

DISCOURS SUR VOLTAIRE, envoyé au concours de l'Académie française, avec cette devise : *Fais ce que dois, advienne que pourra*; par Romain-Cornut. 4 vol. in-8°.

Je n'ai écrit pour plaire à aucune école, ni pour flatter aucun parti; j'ai écrit pour ma pensée. Nul triomphe ne vaut les lois d'une conviction sincère, disant avec indépendance ce qu'elle croit vrai, juste et honnête.

TRAVAUX PHILOLOGIQUES

DU MÊME AUTEUR.

GRANDE GRAMMAIRE GRECQUE ET LATINE, à l'usage des classes supérieures. 4 vol. in-8°.

PETITE GRAMMAIRE GRECQUE ET LATINE, à l'usage des classes inférieures. 4 vol. in-42, 3^e édition revue, corrigée et augmentée.

JARDIN DES RACINES GRECQUES ET LATINES, réunies dans le même vers. 4 vol. in-42, 2^e édition, revue et corrigée.

GRAMMAIRE LATINE, à l'usage des commençants. 4 vol. in-42.

Les grammaires de M. Romain-Cornut sont déjà universellement appréciées. Elles se distinguent également par la science et la méthode. La syntaxe de la *grande grammaire* est une vraie découverte philosophique, aussi simple que profonde, qu'il n'est plus permis à aucun homme de lettres d'ignorer.